

# fonction publique



numéro 216

septembre 2011

43<sup>e</sup> année

paraît mensuellement

## Un monde à la dérive

Dresser le bilan des événements qui ont tenu l'opinion publique en haleine ces derniers temps peut s'avérer un exercice instructif par les leçons qu'on peut en tirer.

Tout commence par les frasques de Satyre débridé du directeur du FMI dans une chambre d'hôtel à New York, rappelant le passe-temps favori de Pan, l'antique dieu des bergers, chassant les nymphes dans les bois de l'Arcadie ou bien les prouesses de séducteur de Zeus, le maître de l'Olympe, lui aussi coureur de jupons impénitent. Celui-ci par contre avait en Héra une épouse beaucoup moins compréhensive et indulgente à l'égard de ses escapades. Les dieux antiques au moins n'avaient pas besoin d'avocats huppés pour les tirer de leurs mauvaises passes. Ce qui est à peine croyable, c'est que pendant trois mois, les médias de toute la planète et surtout en France en ont fait la une de leurs journaux ou de leurs émissions. Cela en dit long sur eux-mêmes et sur leur public.

Sur un registre autrement plus grave, les jours du fou sanguinaire de Libye ont finalement été comptés grâce à l'intervention de l'OTAN. Le sinistre personnage qui, pendant 42 ans, a terrorisé son peuple et avec ses bravades s'est moqué de l'Occident laisse derrière lui des milliers de morts, des charniers, des villes dévastées, un pays en ruine. Ses vainqueurs, les rebelles, essaient de parer au plus pressé pour assurer le ravitaillement de la population et la réorganisation de leur pays sur des bases démocratiques, à l'instar de leurs voisins de Tunisie et d'Égypte. Le printemps arabe qui a surpris tout le monde a clairement démontré que la démocratie n'est pas un

privilege occidental, mais un bien suprême auquel aspirent également les peuples du Maghreb et du Proche-Orient.

La même chance n'a pas encore souri aux Syriens massacrés sans vergogne par le clan des Assad assassins de leur propre peuple sans que personne n'intervienne pour mettre fin à ce bain de sang. La Russie et la Chine par leur veto empêchent toute action conséquente de l'ONU. Pour massacrer les leurs, les Assad ont besoin d'armes, un marché florissant découvert et exploité depuis par Moscou et Téhéran.

Entre-temps, les coryphées de l'Eurogroupe, la France et l'Allemagne, essaient de sortir l'UE de l'impasse en manœuvrant entre les impératifs de sortir de l'endettement et la nécessité de relancer la croissance économique, en essayant en même temps de convaincre leurs partenaires européens de leur emboîter le pas. Les réticences financières de la majorité des banques et les résistances politiques opportunistes des gouvernements, la plupart confrontés à des élections imminentes, sont telles qu'il faut faire un acte de foi surhumain pour continuer à croire dans un avenir en rose de l'UE avec ses structures actuelles et dans la solidité inébranlable de l'Euro.

Les catastrophes naturelles ne cessent de noircir le tableau des actualités courantes. L'ouragan Irène ravagea la côte Est des États-Unis, faisant quelques dizaines de victimes et causant des dégâts s'élevant à des milliards de dollars. On avait été averti d'avance et les autorités avaient pris leurs précautions en évacuant les populations directement menacées, limitant ainsi le nombre des victimes.



Nach langatmigen Diskussionen ist es in den Besoldungsverhandlungen zwischen CGFP und Regierung kurz vor den Sommerferien zum langersehnten Durchbruch gekommen. Geeinigt werden konnte sich auf ein Abkommen über drei Jahre, das für 2013 eine Punktwerthöhung von 2,2 Prozent sowie für 2012 eine einmalige Prämie auf dem Jahresgehalt von 0,9 Prozent beinhaltet. Darüber hinaus konnte eine seit Monaten wiederholt geäußerte Forderung der CGFP erfolgreich durchgesetzt werden, nämlich die Abschaffung der Krisensteuer von 0,8 Prozent auf allen Bezügen zum 1. Januar 2012. Des Weiteren konnte ein Abkommen zur Reform des öffentlichen Dienstes unterzeichnet werden. Daraus geht deutlich hervor, dass die eigentlichen Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst anders als ursprünglich beabsichtigt nicht gekürzt werden. Ebenso gelang es der CGFP in den sich über Monate ziehenden Verhandlungen, das zunächst gewaltige und daher kosten- und personalintensive Bewertungssystem auf ein Mindestmaß zu beschränken. Für Einzelheiten verweisen wir auf die Beiträge auf den Seiten 3 und 5 in dieser Ausgabe. Foto: Steve Heiliger

Par contre, une catastrophe autrement meurtrière, une sécheresse exceptionnelle, prévisible elle aussi, s'est abattue sur la Corne de l'Afrique et elle continue à sévir depuis des semaines, sans que la conscience mondiale ne s'en émeuve autrement ou n'agisse avec force, emportant des dizaines de milliers de victimes, surtout des enfants, en Somalie et dans les régions voisines. Les responsables des agences concernées de l'ONU et des États africains voisins ont bien décrété l'état d'urgence à grands cris, mais ils ont mis des semaines avant de se réunir pour négocier et prendre des décisions financières nécessaires. Une centaine de millions aurait suffi pour éviter la catastrophe. Depuis, la mort sème la désola-

tion dans les camps surpeuplés du Kenya où essaient de trouver refuge des milliers de familles décimées par la faim et harassées jusqu'au bout par des bandes criminelles de fanatiques islamistes violent et détournant leurs victimes sans merci et détournant en plus les convois de nourriture envoyés par l'ONU.

Pendant que des hommes sont massacrés en Syrie et que des enfants meurent de faim en Somalie et au Kenya, nous, les nantis repus de l'Occident, insensibles à cette misère insoutenable, nous nous la coulons douce en vacances ou en congé et nous nous plaignons du mauvais temps ...

Notre humanité n'est elle pas elle-aussi à la dérive?

Emile HAAG

fonction  
publique

Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP  
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg  
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29  
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même  
par extraits, n'est autorisée qu'en  
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas  
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE  
PORT PAYÉ  
P/S. 141



# L'évasion est proche

**LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:**

**Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger**

**Voyages organisés**

**Billets d'avion, de train et de bateau**

**Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier**

**Tarif spécial pour membres CGFP**

**OUVERT  
LE SAMEDI MATIN**



## LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg  
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu  
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h



# Ausdauer und Verhandlungsgeschick zahlen sich aus

Krisensteuer ab 2012 abgeschafft / Punktwerterhöhung 2013: + 2,2 Prozent

Nach langatmigen und in der Sache zum Teil harten Diskussionen ist es in den Besoldungsverhandlungen zwischen CGFP und Regierung zum langersehnten Durchbruch gekommen. Ausdauer, Hartnäckigkeit, Verhandlungsgeschick, Weitsicht und stichhaltige Argumente auf Seiten der CGFP haben sich ausgezahlt. Geeinigt werden konnte sich schließlich auf ein Abkommen über drei Jahre, das für 2013 eine Punktwerterhöhung von 2,2 Prozent sowie für 2012 eine einmalige Prämie auf dem Jahresgehalt von 0,9 Prozent, die Mitte des Jahres ausbezahlt wird, beinhaltet. Darüber hinaus konnte eine seit Monaten wiederholt geäußerte Forderung der CGFP erfolgreich durchgesetzt werden, nämlich die Abschaffung der Krisensteuer von 0,8 Prozent auf allen Bezügen zum 1. Januar 2012. Ergänzt werden konnte das Abkommen um bestimmte familienfreundliche Maßnahmen wie die Schaffung von zwei zusätzlichen Kindertagesstätten sowie die Heraufsetzung des Sozialurlaubs („congé social“) von derzeit vier auf künftig acht Stunden pro Monat.

Des Weiteren konnte ein Abkommen zur Reform des öffentlichen Dienstes unterzeichnet werden. Daraus geht



Geeinigt werden konnte sich auf ein Abkommen über drei Jahre, das für 2013 eine Punktwerterhöhung von 2,2 Prozent sowie für 2012 eine einmalige Prämie auf dem Jahresgehalt von 0,9 Prozent beinhaltet

Foto: Steve Heiliger

deutlich hervor, dass die eigentlichen Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst anders als ursprünglich beabsichtigt nicht gekürzt werden. Ebenso gelang es der CGFP in den sich über Monate zie-

henden Verhandlungen, das zunächst gewaltige und daher kosten- und personalintensive Bewertungssystem auf ein Mindestmaß zu beschränken mit größtenteils positiven Auswirkungen.

Einzelheiten zu den anderen Punkten entnehmen unsere Leser den beiden Abkommen, die wir untenstehend sowie auf Seite 5 dieser Ausgabe im Wortlaut veröffentlichen:

## Accord salarial

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par les Ministres Octavie MODERT et François BILTGEN, et

la Confédération Générale de la Fonction Publique, représentée par son Président fédéral, Monsieur Emile HAAG, et par son Secrétaire général, Monsieur Romain WOLFF,

ont convenu ce qui suit:

### 1.- Année 2011

Le Gouvernement s'engage à réaliser les mesures suivantes:

- Création de deux crèches / garderies supplémentaires au profit du personnel de l'Etat gérées par CGFP-Services.
- Harmonisation des modèles de fonctionnement et de financement des crèches sur la base de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.
- Augmentation du congé social de 4 à 8 heures par mois pour raisons familiales et de santé dûment motivées par certificat médical en faveur des agents travaillant à temps plein respectivement occupant une tâche partielle supérieure ou égale à 50 % d'une tâche complète.
- Augmentation du congé social de 2 à 4 heures par mois pour raisons familiales et de santé dûment motivées par certificat médical en faveur des agents occupés à une tâche partielle correspondant à moins de 50 % d'une tâche complète.
- Mise en place d'un groupe de travail en vue d'un soutien de l'action sociale de l'A.F.A.S. (Association CGFP de Formation et d'Appui Scolaires).

### 2.- Année 2012

Le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour faire voter par la Chambre des Députés une loi prévoyant les mesures suivantes:

- Suppression à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 de la contribution de crise de 0,8 % telle que définie à l'article 4 de la loi du 17 décembre 2010 portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique.
- Allocation à tous les agents de l'Etat d'une prime unique de 0,9 % du traitement barémique versée avec la rémunération du mois de juillet 2012.

### 3.- Année 2013

Le Gouvernement prendra de même les dispositions nécessaires pour faire voter par la Chambre des Députés une loi portant augmentation de l'indice de base des rémunérations des agents de l'Etat de 2,2 % avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Toutes les mesures seront appliquées mutatis mutandis aux employés de l'Etat, aux stagiaires, aux volontaires de l'Armée ainsi qu'aux volontaires de police, compte tenu du caractère particulier de l'engagement contractuel.

Le présent accord salarial porte sur les années 2011, 2012 et 2013.

Fait à Luxembourg, le 15 juillet 2011

#### Emile HAAG

Président de la Confédération générale de la Fonction Publique

#### François BILTGEN

Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

#### Romain WOLFF

Secrétaire général de la Confédération générale de la Fonction Publique

#### Octavie MODERT

Ministre dél. à la Fonction publique et à la Réforme administrative



ASSURANCES MUTUELLES D'EUROPE



*Säit méi ewéi 20 Joer  
Äere Partner fir all Äer  
Versécherungen.*

*Sief et: - fir Äert Gefier  
- fir Äert Doheem  
- oder fir Äer Famill*



AME 

Assurances Mutuelles d'Europe S.A.  
7, Boulevard Joseph II  
L-1840 LUXEMBOURG

Tél: +352 46 36 40  
Fax: +352 46 36 44  
Mail: [www.ame.lu](http://www.ame.lu)

[www.ame.lu](http://www.ame.lu)





# Réforme de la Fonction publique

## Accord du Gouvernement et de la CGFP

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par les Ministres Octavie MODERT et François BILTGEN, et la Confédération Générale de la Fonction Publique, représentée par son Président fédéral, Monsieur Emile HAAG, et par son Secrétaire général, Monsieur Romain WOLFF,

ont convenu ce qui suit:

### Nouvelle structuration des carrières

Le système actuel des carrières sera simplifié par la création de quatre catégories de traitement, avec groupes et sous-groupes, dans les barèmes respectifs (administration générale, police et inspection générale de la police, armée, enseignement).

Pour assurer une évolution cohérente et uniforme des carrières, il sera introduit un niveau général, en remplacement de l'actuel cadre ouvert, et un niveau supérieur, en remplacement de l'actuel cadre fermé.

Les principes traditionnels de la classification initiale selon le niveau de formation et l'avancement par l'ancienneté seront complétés par une meilleure prise en compte de l'expérience, de la formation tout au long de la vie ainsi que de l'engagement et de la responsabilité. La mobilité interne dans la Fonction publique sera accrue: dans le cadre du régime actuel du changement de carrière, un nouveau mécanisme de l'accès à un groupe de traitement supérieur sera mis en place, avec une formation complémentaire personnalisée ainsi qu'un système pour la validation des acquis de l'expérience.

Il sera procédé à une harmonisation des avancements et des délais de promotion. Cette harmonisation comprendra des délais d'avancement sur trois ans au niveau général et au niveau supérieur. L'admission au niveau supérieur se fera après un délai minimum de douze ans passé au niveau général. Le délai minimum pour une nomination au dernier grade de la catégorie de traitement respective sera de vingt ans.

Ces principes seront appliqués quant à l'évolution de toutes les carrières tout en tenant compte de leurs caractéristiques propres.

Les grades de substitution seront supprimés et remplacés par une deuxième filière de la majoration d'échelon pour les titulaires de postes à responsabilités particulières définis dans les organigrammes respectifs et classés dans les grades du niveau supérieur.

### Réforme du stage

La réforme du stage sera axée sur les éléments suivants: la durée du stage sera augmentée à trois ans, avec un réagencement parallèle de la formation du stagiaire et une période de mobilité interne au secteur de la fonction publique, et pourra être raccourcie d'un an dans les cas prévus actuellement (expérience ou diplômes). Le rôle du patron de stage sera renforcé.

L'indemnité de stage sera fixée en principe à 80% pour les deux premières années, respectivement à 90% pour la troisième année, indemnité calculée à chaque fois par rapport au 3ième échelon du grade de début des carrières respectives. La réduction de l'indemnité de stage sera néanmoins fonction des différentes carrières et ne sera jamais fixée en-deçà du salaire social minimum qualifié.

### Gestion par objectifs

Dans tous les services et administrations, la gestion par objectifs sera introduite sur des périodes de trois ans, comprenant la définition d'organigrammes, de descriptions de postes, d'objectifs par service et d'objectifs personnels.

Elle sera menée de façon collégiale tous les 3 ans et comprendra des entretiens annuels de progression fixés par écrit. Les objectifs seront décidés par le chef d'administration et validés par le ministre.

### Système d'appréciation des compétences personnelles et professionnelles

Il sera introduit un système d'appréciation objective équitable, standardisé, transparent et traçable qui sera exclusivement appliqué lors des phases-clé du dérou-



Photo: Steve Heiliger

lement de la carrière du fonctionnaire, à savoir pendant le stage d'une part ainsi qu'à l'accès au niveau supérieur et pour les promotions aux différents grades dans le niveau supérieur d'autre part.

Il sera basé sur la qualité du travail, sur la prise en compte des objectifs personnels, ainsi que sur l'assiduité et la valeur relationnelle et personnelle. Le système comprendra une auto-évaluation, les entretiens annuels de progression des trois dernières années, une validation par le chef d'administration de la proposition du supérieur hiérarchique, ainsi que la possibilité d'un recours interne devant une commission paritaire présidée par le médiateur au sein de la Fonction publique, fonction nouvellement créée.

Les résultats obtenus lors des différentes appréciations peuvent faire bénéficier l'agent d'une augmentation d'échelon ou entraîner le retard du bénéfice d'une promotion. L'agent pourra donc être récompensé dans ses avancements pour une période maximum de six mois, ou encore être retardé de six mois.

### Procédure d'amélioration des prestations professionnelles et procédure d'insuffisance professionnelle

Une procédure d'insuffisance professionnelle sera mise en place dont l'objectif primordial consistera en une phase d'accompagnement qui sera la procédure d'amélioration des prestations professionnelles. Elle sera déclenchée soit par le chef d'administration, soit dans le contexte de la procédure d'appréciation.

A la fin de la procédure d'amélioration des prestations professionnelles, soit l'agent aura réussi à améliorer ses compétences, soit la procédure d'insuffisance professionnelle proprement dite sera déclenchée qui pourra déboucher sur des mesures telles que le déplacement, la rétrogradation ou la révocation dans les délais légaux de préavis.

### Création de la fonction de médiateur au sein de la Fonction publique

La fonction de médiateur au sein de la Fonction publique sera créée afin que les agents de l'Etat, s'ils le désirent, puissent avoir recours à une instance tierce susceptible d'intervenir pour améliorer le dialogue dans le cadre des relations de travail. Sont visés les problèmes pouvant survenir entre des agents ou entre un agent et son supérieur hiérarchique.

S'agissant de la nomination du médiateur au sein de la Fonction publique, la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics sera entendue en son avis sur les candidats à la fonction.

### Autres mesures de réformes

a. Les dispositions actuelles en matière de grève seront précisées en ce qui concerne la notion de litige collectif et les délais suivant lesquels les procédures de conciliation et de médiation se dérouleront. En cas d'échec de la conciliation et le cas échéant de la médiation, un délai limité à six mois sera prévu pendant lequel le ou les syndicats en litige devront décider s'ils souhaitent déclencher une grève. Dans le cadre de la procédure de grève la personne du médiateur sera le président

de la future Cour Suprême, et en attendant le président de la Cour Supérieure de Justice.

- b. Les titulaires d'une fonction dirigeante au sens de la loi du 9 décembre 2005 pourront être démis de cette fonction s'il existe un désaccord fondamental et persistant avec le Gouvernement sur l'exécution de leurs missions ou s'ils se trouvent dans une incapacité durable de l'exercer, les recours contre cette démission étant ceux de droit commun. Ce mécanisme coexistera avec la disposition concernant le mandat renouvelable après une période de 7 ans et une procédure ad hoc sera introduite pour les titulaires occupant les trois postes de sécurité nationale.
- c. Un certain nombre de nouvelles mesures concernant la structure et l'agencement des carrières seront introduites, à savoir:
  - Les carrières planes actuelles seront réaménagées en groupes de traitement hiérarchisés avec maintien du principe actuel des carrières planes dans l'enseignement pour les agents en fonction, sans que ce réaménagement ne soit globalement moins favorable.
  - Les avancements automatiques dans le niveau général resteront acquis.
  - Sera supprimée la majoration de l'indice.
  - Le mécanisme de la computation de la bonification d'ancienneté de service sera réagencé, notamment au niveau de la période de stage et des périodes d'occupation antérieures, compte tenu de l'abolition du mécanisme de l'âge fictif.
  - Le niveau des rémunérations de début de toutes les catégories de traitement sera harmonisé au troisième échelon, avec introduction d'un mécanisme correcteur destiné à compenser une perte éventuelle suite à la suppression de l'âge fictif.
  - Le système de l'allocation de famille sera adapté sous forme d'un montant unique de 27 p.i. indépendant du niveau de traitement, lié à la charge effective d'un ou de plusieurs enfants avec maintien du régime de l'allocation de famille actuel pour les bénéficiaires actuels.
  - Une étude générale sur tous les accès de traitements sera finalisée pour la fin de la période législative 2009-2014.
- d. Le système des examens-concours d'admission pour toutes les carrières étatiques sera réaménagé pour comporter deux étapes, comprenant des épreuves générales et des épreuves spéciales, tout en garantissant une prise de décision transparente entre les trois candidats les mieux classés à l'épreuve spéciale.
- e. Un mécanisme permettant la fonctionnarisation d'employés de l'Etat, sous des conditions déterminées (en particulier 15 ans de service, réussite à l'examen de carrière...), sera inscrit au statut général.

- f. Le principe du «life long learning», et la possibilité d'acquérir un diplôme de niveau supérieur avec dispense de service partielle et validation des acquis de l'expérience professionnelle (indépendamment de l'envergure de la tâche), et parallèlement un réagencement du système de la carrière ouverte, seront pris en compte.
- g. La procédure de changement d'administration existant dans le secteur étatique sera étendue au secteur communal, après un examen détaillé des modalités techniques à la base et après concertation avec les concernés.
- h. Le congé linguistique prévu au Code du travail sera introduit en faveur des agents de l'Etat.
- i. La possibilité de bénéficier d'un congé thérapeutique à temps partiel sera introduite.
- j. Les règles déontologiques dans la Fonction publique seront précisées.
- k. Le texte définitif du règlement grand-ducal portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire mobile dans les administrations de l'Etat prendra en considération les remarques fondamentales quant à la plage fixe contenues dans l'avis y relatif du 6 avril 2011 de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.
- l. Une réflexion entre parties et avec les départements ministériels concernés sera engagée en vue d'une harmonisation des procédures, des normes existantes et des différents services de prévention en matière de sécurité et de santé.
- m. Les réformes permettront aussi une sortie progressive de la vie active en cumulant travail à temps partiel avec pension partielle.
- n. Un rapport de fin d'activités, avec un entretien de départ, sera rédigé par les agents quittant provisoirement ou définitivement le service de l'Etat. Le paiement du trimestre de faveur sera réduit à deux mois au moment du départ à la retraite en cas de non-remise de ce rapport.
- o. La mise en commun dans le régime spécial transitoire des trois régimes de pension (Etat, communes, CFL) sera traitée séparément par le Gouvernement.
- p. Le statut général sera précisé en ce sens que les retraités de l'Etat continueront à être considérés comme fonctionnaires avec application des mêmes droits et devoirs, selon le principe de la nomination à vie.

### Aspects sectoriels

Toutes les mesures à caractère général s'appliquant à l'ensemble de la Fonction publique retenues dans le présent accord seront transposées dans un paquet de textes législatifs et réglementaires que le Gouvernement finalisera pour le mois de septembre 2011. Pour les autres questions, pour autant qu'elles les concernent spécifiquement, une prise de position écrite de la part des associations professionnelles sectorielles sera demandée en vue d'un dialogue social avant l'introduction du paquet dans la procédure législative.

Fait à Luxembourg, le 15 juillet 2011

### Emile HAAG

Président de la Confédération générale de la Fonction Publique

### François BILTGEN

Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

### Romain WOLFF

Secrétaire général de la Confédération générale de la Fonction Publique

### Octavie MODERT

Ministre dél. à la Fonction publique et à la Réforme administrative

# Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



**Die CGFP bietet:**

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

**sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:**

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

**Und so einfach geht's:  
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:  
CGFP  
Boîte postale 210  
L-2012 Luxembourg**

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE  
DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
Boîte postale 210  
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

## Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom: .....

Domicile: ..... Code postal no .....

Rue: ..... no .....

Administration/Service: .....

Fonction: ..... Date de naissance: .....

CCP ou  
compte bancaire no: IBAN LU

....., le .....

.....  
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00€ (retraités/veuves: 35,00€), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

AFAS/CGFP

## Schüler auf ihrem Bildungsweg begleiten

Die gemeinnützige „Association de Formation et d'Appui Scolaires“ (AFAS/CGFP) bietet eine flexible Struktur, deren Ziel darin besteht, Schülern zeitlich befristeten Einzelunterricht durch qualifiziertes Lehrpersonal zu vermitteln. Das Angebot steht allen Bürgerinnen und Bürgern, deren Kinder im Luxemburger Sekundarunterricht eingeschult sind, offen. Neben den traditionellen Nachhilfestunden werden ebenfalls Kurse zur Vor- und Nachbereitung bzw. Vertiefung des Lernstoffs und zur Methodologie (Organisation der Studien, Zeiteinteilung u.a.) vermittelt.

**Anmeldung vorzugsweise per E-Mail: [afas@cgfp.lu](mailto:afas@cgfp.lu)**

Nachstehend noch einige praktische Tipps und Informationen zur AFAS/CGFP:

### Was tut die AFAS/CGFP?

- Die AFAS/CGFP stellt als **Vermittlungsstelle** den Kontakt zwischen Schülern/Eltern und qualifizierten Lehrern her.

### Preise

- Die Vermittlung der AFAS/CGFP ist **gratis**.
- Folgende Tarife, die sofort an die Lehrer gezahlt werden, sind festgelegt:
  - cycle inférieur (7<sup>e</sup> – 4<sup>e</sup> bzw. 10<sup>e</sup>): **50 € / pro Einheit (60')**
  - cycle supérieur (3<sup>e</sup> bzw. 11<sup>e</sup> – 1<sup>re</sup> bzw. 13<sup>e</sup>) : **70 € / pro Einheit (60')**

### Unterrichtssequenzen

- Sequenzen von **3 bzw. 6 Nachhilfestunden** finden innerhalb eines befristeten Zeitrahmens (in der Regel 1 bzw. 2 Monate) statt.
- Der Schüler soll immer nach Möglichkeit von demselben Lehrer betreut werden.
- Durch die Sequenzen soll ermöglicht werden, dass die Entwicklung des Schülers verfolgt, ein Vertrauensverhältnis entstehen und eine adäquate Vorbereitung gewährleistet werden kann.

### Wann und wo?

- Termine werden zwischen Lehrern und Schülern vereinbart.
- Der Nachhilfeunterricht findet an verschiedenen Sekundarschulen **landesweit** statt.
- Es wird kein Nachhilfeunterricht in Privatwohnungen erteilt.

### Regeln / Bedingungen

- Die Schüler unterliegen den internen Regeln der jeweiligen Schulen.
- Termine müssen eingehalten werden.
- Die Honorare werden unmittelbar an die Lehrer gezahlt.

### Anmeldung / Informationen

- Die **Anmeldung** erfolgt **vorzugsweise über Internet**, ist aber auch per Telefon möglich.
- Internetseite: <http://afas-cgfp.mysite.lu>
- E-Mail-Adresse: [afas@cgfp.lu](mailto:afas@cgfp.lu)
- Telefon: **26 77 77 77 (Mo – Fr / 09.30 – 11.30 Uhr)**

### Was unterscheidet die AFAS/CGFP von herkömmlichen Nachhilfeschoolen?

- Als gemeinnützige Organisation verfolgt die AFAS/CGFP keine geschäftlichen Ziele.
- Sie bietet ein flexibles System an: Je nach Wohnort der Schüler findet der Nachhilfeunterricht an einer bestimmten Sekundarschule statt.
- Der Nachhilfeunterricht wird gewährleistet von aktiven oder sich im Ruhestand befindenden Lehrerinnen und Lehrern aus staatlichen Sekundarschulen.
- Einzelbetreuung der Schüler.



# StandPunkte

Nachdem immer ersichtlicher wird, dass die Krise im EURO-Raum noch längst nicht überstanden ist, beginnt auch in Luxemburg, nach der Ferienzeit, das politische Leben allmählich wieder auf Volltours zu laufen. Dass der Herbst 2011 auf gemeindepolitischer Ebene etwas von den Vorjahren abweicht, liegt einzig und allein daran, dass die heiße Phase des Gemeindevahlkampfes gerade begonnen hat und einige bis zum 9. Oktober, also dem Wahltag, in ihren Bann schlagen wird.

Doch es stehen weitere politische Termine an, deren Tragweite und Auswirkung uns in den nächsten Wochen und Monaten beschäftigen werden: Am 29. September steht erstmals wieder nach den letztlich an der Indexfrage im April vergangenen Jahres gescheiterten Dreiergesprächen eine neue Tripartiterunde zwischen Regierung, Gewerkschaften und Patronat auf der Tagesordnung.

Dies geschieht in einem Moment, wo sich die Gesamteinnahmen des Staates in der ersten Jahreshälfte auf spektakuläre Art und Weise deutlich verbessert haben, die CGFP also mit Fug und Recht behaupten kann, dass unsere Zahlen richtig waren und es immer noch sind.

In einem solchen Augenblick, den kaufkraftfördernden und über lange Jahre den sozialen Frieden erhaltenden Indexmechanismus erneut in Frage zu stellen, wäre in höchstem Maße politisch unvorsichtig, denn Tatsache bleibt, dass dieser nachträgliche Inflationsausgleich für viele Lohnabhängige die einzige Möglichkeit darstellt, um überhaupt in den Genuss einer Lohnerhöhung zu kommen. Die CGFP hat in diesem ausschlaggebenden Punkt ihre immer wieder erneut geäußerte Meinung nicht geändert und wird, falls er Bestandteil der kommenden Gespräche sein sollte, weiter voll und ganz für den Erhalt des bestehenden Indexmechanismus eintreten.

Nachdem die Regierung in Anbetracht der gesunden Staatseinnahmen, auf die wir sie immer wieder aufmerksam machen, zur Einsicht gebracht werden konnte, ab Januar 2012 auf die laut unserer Einschätzung von Beginn an überflüssige Krisensteuer zu verzichten und Ende letzten Jahres, auch und besonders auf Druck der CGFP, die „de facto“-Abschaffung des „Béllegen Akt“ aus dem Sparpaket auszuklammern, so ist es gerade jetzt, bei gestiegenen Zinsen, mehr als unverständlich, dass diese Sparmaßnahme, in einem anderen, wenn auch ökologischen Kleid, erneut auf den Tisch kommt, ohne dass die Ende 2010 angekündigte breite Debatte über eine nationale Wohnungspolitik auch nur ansatzweise geführt worden wäre. Die CGFP, Vorreiter in Sachen Bausparen, fordert diese Debatte jetzt, sie verlangt von der Regierung Fördermaßnahmen, die den Zugang zum Eigenheim erleichtern, und widersetzt sich kategorisch der jetzt erneut beabsichtigten, auf Grund der positiven Entwicklung der öffentlichen Finanzen vollkommen unangebrachten, verkappten Sparmaßnahme, wodurch der Kreis der potenziellen, zumeist jungen Bezieher des „Béllegen Akt“, ohne ersichtlichen Grund auf ein unerträgliches Mindestmaß eingeengt würde.

Darüber hinaus wurden am 15. Juli gleich zwei getrennte Abkommen zwischen der Regierung und der CGFP unterschrieben.

Die CGFP hat es geschafft, trotz mehrfach anderslautender Aussagen von Regierungsseite, ein Gehälterabkommen mit einer Laufdauer von drei Jahren auszuhandeln,

## Nächste Monate entscheidend



**Romain Wolff,**  
CGFP-General-  
sekretär

das neben einer einmaligen Prämie und weiteren punktuellen Verbesserungen eben gerade auch im dritten Jahr eine substantielle Punktwerthöhung von 2,2% beinhaltet. Die CGFP erwartet, dass dieses Abkommen jetzt unverzüglich in allen Punkten von Seiten der Regierung umgesetzt wird.

Das zweite Abkommen betrifft das Beamtendienstrecht sowie das Gehältergesetz der beim Staat Bediensteten und beschränkt sich, getreu des Auftrags der CGFP, auf Punkte allgemeinen Interesses.

Im Augenblick werden die entsprechenden Gesetzesvorlagen und Ausführungsbestimmungen auf Grundlage der Verhandlungen der vergangenen Monate von den zuständigen Dienststellen überarbeitet und angepasst.

Über die CGFP hinaus, die die Texte einer genauen Analyse unterziehen wird, im Interesse einer steten Verbesserung des Dienstes am Bürger, müssen anschließend alle Fachorganisationen, ohne Ausnahme, die Texte zugestellt bekommen, damit sie während eines angemessenen Zeitraumes, in Kenntnis der genauen Sachlage, ihre berechtigten sektoriellen Anliegen und Forderungen noch einmal zum Ausdruck bringen können.

Die Fachorganisationen, die bei dieser Gelegenheit einen Termin für eine Unterredung mit den zuständigen Ministern beantragen, haben vollstes Anrecht darauf, dass ihrer Anfrage auch Folge geleistet wird, und die darauffolgenden Gespräche dürfen nicht für die Galerie sein, das heißt, die CGFP erwartet, dass den berechtigten Anliegen unserer Fachverbände auch deutlich sichtbar Rechnung getragen wird. Weitreichende, den Belangen der betroffenen Beamten und Angestellten entgegenkommende Übergangsbestimmungen könnten hier das Zünglein an der Waage sein.

Schlussendlich, um mögliche Konflikte weitestgehend ausschließen zu können, ist es ratsam für die zuständigen Minister, sich ausreichend Zeit zu nehmen, bevor sie die überarbeiteten Texte definitiv auf den Instanzenweg schicken.

Klar ist jedoch eines: Ein hartes Stück Arbeit wird in den nächsten Monaten auf uns, unsere Fachorganisationen und in besonderem Maße auf die Regierung zukommen, wenn es gilt, die praktische Umsetzung dieser Reform mit dem nötigen Fingerspitzengefühl auszuarbeiten und in die Tat umzusetzen.

Erfolg oder Misserfolg der Reform werden maßgeblich davon abhängen!

Im vergangenen Juli wurden seitens Regierung und CGFP bekanntlich zwei Abkommen unterzeichnet, ein sich über drei Jahre erstreckender Besoldungsvertrag und eine Vereinbarung zur Reform des öffentlichen Dienstes. Auch wenn die Verhandlungen mitunter langwierig waren und äußerst schwierig verliefen, kam die Regierung schließlich der CGFP-Forderung nach, die längst überfällige Gehälterrevision endlich umzusetzen. Dies war im Übrigen bereits im Regierungsprogramm festgelegt worden.

Bedauerlicherweise legten die beiden für den öffentlichen Dienst zuständigen Minister Biltgen und Modert zunächst nur einschneidende Maßnahmen vor, die das gesamte Beamtendienstrecht betrafen und hart Er kämpft mit nur einem Federstrich über den Haufen geworfen hätten. Eine eigentliche Gehälterrevision, im Sinne der CGFP-Forderung, wurde derweil nicht ins Auge gefasst. Der CGFP wurde stattdessen ein erstes Reformpapier, sprich ein umfangreiches Paket voller Sparmaßnahmen vorgelegt, das von einer außerordentlichen CGFP-Vorständekonferenz einheitlich und in seiner Gesamtheit abgelehnt wurde.

Die Kontakte zwischen Regierung und CGFP wurden daraufhin nicht vollends abgebrochen, und es kam zu ersten „Konsultationsgesprächen“, die allerdings nicht zu einem positivem Resultat führen sollten – einfach, weil der eigentliche Dialog fehlte, von einem Entgegenkommen auf Seiten der Regierung einmal ganz zu schweigen. Ein offensichtlicher „dialogue des sourds“ wurde geführt, der letztlich in einem vorläufigen Scheitern der Gespräche endete. Die Minister Biltgen und Modert beharrten auf ihren Standpunkten, und es kam der Eindruck auf, dass sie ihre Vorstellungen ohne Wenn und Aber, auf Biegen und Brechen durchsetzen wollten.

Kompromissbereitschaft wurde wenig an den Tag gelegt, Äußerungen wie „c'est à prendre ou à laisser“ verstärkten, ja bestätigten dieses Ermessen. In unserer politischen Landschaft fanden sich lediglich zwei Parteien, die sich entschlossen gegen das Vorhaben der Beamtenminister stellten. Es waren vor allem der Abgeordnete Änder Hoffmann von der „Déi Lénk“ und die Kommunistische Partei, die sich eindeutig auf die Seite der Staatsbediensteten stellten. Die Reformvorhaben der Regierung wurden von anderen Parteien lediglich in Details kritisch hinterfragt. In der politischen Landschaft jedenfalls war zu diesem Zeitpunkt kaum weitere Unterstützung auszumachen, die sich zugunsten der CGFP und somit positiv auf die Belange des öffentlichen Dienstes ausgewirkt hätte.

Es setzte dann eine gewisse Eiszeit zwischen den Ministern des öffentlichen Dienstes und der CGFP ein – bis nach der vom Staatsminister vorgetragenen Erklärung zur Lage der Nation, die konkrete Ansätze beinhaltete, die eine (Wieder-)Aufnahme von wirklichen Verhandlungen erst wieder möglich machten. Den eigentlichen Verhandlungen gingen erneut intensive Konsultationsgespräche voraus, bei denen die Standpunkte der Verhandlungsparteien klar und deutlich dargelegt wurden. Es wurde viel Zeit darauf verwendet, Verständnis für die einzelnen Standpunkte zu gewinnen dank intensiver und langwieriger Erklärungen und Stellungnahmen.

Auch wurde der Forderung der CGFP Rechnung getragen, sämtliche CGFP-Fachverbände durch die zuständigen Ressortminister zu empfangen und anzuhören, bevor die eigentlichen Verhandlungen aufgenommen wurden. Im Laufe der Zeit konnte man feststellen, dass die Minister Biltgen und Modert nicht mehr kompromisslos an all ihren Vorstellungen festhielten, besonders, nachdem die Regierung sich mit dem Gesamtreformvorhaben auf Schloss Senningen befasst und der Fraktionschef des „kleinen“ Koalitionspartners das Projekt des Bewertungssystems in seiner ursprünglichen Form als „bürokratisches Monster“ öffentlich herabgestuft hatte. Die Verhandlungen verliefen

## Kompromissbereitschaft – der einzig gangbare Weg



**Camille M. Weydert,**  
CGFP-Vize-  
präsident

fen keineswegs harmonisch, und zeitweilig lag das Scheitern näher als ein positiver Ausgang. Es konnten im Laufe der Zeit jedoch in den verschiedenen Punkten, die in die Verantwortlichkeiten der CGFP als Dachverband fallen, so viele gegenseitige Kompromisse gefunden werden, dass es entgegen vieler Erwartungen schließlich dennoch zu dem Abschlussvertrag kommen konnte. Es muss allerdings daran erinnert werden, dass es die eigentlichen Gesetzestexte und Ausführungsbestimmungen sind, in denen die Verhandlungsergebnisse wiedergegeben werden müssen. So bedarf es einer genauen Analyse dieser Texte, die in der Sommerzeit, also Ferienzeit, von den Beamten des Ministeriums des öffentlichen Dienstes verfasst wurden, um feststellen zu können, „ob wir uns in allen Punkten auch richtig verstanden haben“. Falls es noch Ungereimtheiten geben sollte, müssten diese in Nachverhandlungen beseitigt werden.

Es versteht sich von selbst, dass nun auch die CGFP-Fachverbände Gelegenheit bekommen müssen, ihre sektoriellen Probleme und Forderungen bei den zuständigen Ressortministern vorzubringen. Auch hier muss es zu wirklichen Verhandlungen kommen, und es muss den legitimen Forderungen auch Rechnung getragen werden.

Damit eins klar ist: Der CGFP boten sich während der Verhandlungen zwei Möglichkeiten: entweder den Weg des totalen Widerstandes zu gehen oder aber der Suche nach Kompromissen Vorrang zu geben. Anders ausgedrückt: Es gab nur schwarz oder weiß, für Grautöne oder Ambivalenz gab es keinen Platz!

Die völlige Ablehnung der Reformen hätte einen bedeutenden Sozialkonflikt zur Folge gehabt, verbunden mit dem Risiko, wie uns die Vergangenheit lehrt, dass die Reformen in ihrer ursprünglichen Fassung von der Regierung durchgeboxt worden wären.

Die CGFP entschied, den Weg der Kompromisse zu gehen, zumal sie als Dachverband aller öffentlichen Bediensteten recht großen Einfluss auf die Entscheidungen in diesem Reformpaket nehmen konnte. Es konnte vieles verhindert oder abgefedert bzw. zum Positiven gelenkt werden. Auch sollten wir nicht vergessen, in welchem Umfeld die Verhandlungen stattfanden: Brodelnde Krisenherde innerhalb der EU, die sich zudem negativ auf die gesamte Weltwirtschaft auswirkten, kamen dem Sozialpartner CGFP bei den zu führenden Verhandlungen nicht gerade entgegen. Und wer all diese Aspekte analysiert, muss zur Erkenntnis gelangen, dass richtig gehandelt wurde und die vor allem auf CGFP-Seite an den Tag gelegte Kompromissbereitschaft der einzig gangbare Weg war.

Denn wie sagte einst schon der damalige US-amerikanische Präsident J.-F. Kennedy, als er sich ausführlich über die Notwendigkeit von Kompromissen äußerte: „In der Politik ist immer nur das Zweitbeste zu erreichen, und es kann immer nur zwischen zwei Notlösungen gewählt werden.“



# Schulden und Vermögen der Luxemburger

Die Bevölkerung Luxemburgs, das hat eine Untersuchung von Statec und Zentralbank ergeben, hatte im 1. Trimester 2011 eine private Verschuldung von insgesamt 21,5 Milliarden Euro, was rund 42.000 Euro pro Einwohner darstellt. 19,5 Milliarden davon sind Langzeitschulden (also vor allem Hypothekar-Darlehen für den Kauf oder Bau des Eigenheims oder anderer Immobilien) und 2 Milliarden kurzfristige Kredite. Pro Nase ergibt das somit etwa 38.100 Euro für Bau- und 3.900 Euro für Konsumkredite.

Nebenbei bemerkt: Die Schuld der öffentlichen Hand (Staat, Gemeinden, Sozialversicherungen usw.) beträgt brutto 9,7 Milliarden oder knapp 19.000 Euro pro Einwohner des Landes, eine Belastung, der allerdings öffentliche Finanz-Aktiva in Höhe von 19,3 Milliarden Euro oder 37.600 Euro pro Person gegenüberstehen, nicht mitgerechnet das Sachvermögen.

Der privaten Verschuldung der Haushalte von 21,5 Milliarden stellen sich allerdings Finanzguthaben von knapp 55,8 Milliarden entgegen, also von etwa 109.000 Euro pro Person. Dies umfasst Bargeld, Bankkonten, Wertpapiere und Beteiligungen sowie Lebensversicherungen. Nicht eingeschlossen ist allerdings der nichtfinanzielle Besitz, also beispielsweise das Immobilienvermögen.

Da man aber weiß, dass 90% der Luxemburger und 70% der gebietsansässigen Ausländer Eigentümer ihrer Wohnung sind, und da auf dem Immobilienmarkt der Durchschnittspreis von Familienhäusern bei 500.000 Euro und von Appartements bei 350.000 Euro liegt, kann man davon ausgehen, dass sehr grob geschätzt der Wert der Eigenheime eine Größenordnung von mindestens 150.000 Euro pro Einwohner erreicht, ja vielleicht sogar noch um 50% höher liegt. Dies stellt also jedenfalls ein Mehrfaches der festgestellten Verschuldung dar.



Binnen fünf Jahren, seit dem 1. Trimester 2006, wuchs die Verschuldung der Privathaushalte übrigens um 7,7 Milliarden und pro Einwohner um 12.500 Euro, von 29.500 auf 42.000 Euro, während die Finanzguthaben insgesamt um 19,2 Milliarden und pro Person um 31.000 Euro von 78.000 auf 109.000 Euro zulegten.

Bei der öffentlichen Hand wuchs die Verschuldung in diesem Zeitraum von 5,6 Milliarden auf 9,7 Milliarden, ein Plus von 4,2 Milliarden Euro, auf den ersten Blick ein sehr hoher Betrag, wenn man nicht in Rechnung stellt, dass das Staatsvermögen noch viel stärker zulegte. Dem scheinbaren Anwachsen der

Staatsschuld haben profilierungssüchtige Politiker aller Couleur viele Stunden vor Kameras und Mikros gewidmet, in der Hoffnung, sich so ein weitsichtiges, staatsmännisches Image zuzulegen.

Gleichzeitig aber wuchs, trotz Finanzkrise und ständigem Budget-Gejammer, das kollektive Finanzvermögen um 7,6 Milliarden, von 21,4 auf 29,0 Milliarden, ohne dass Politiker und Journalisten diese Tatsache besonders erwähnenswert gefunden hätten. Was den Spar-Aposteln von Fedil und ABBL nicht in den Kram passt, das sprechen auch die Austeritäts-Prediger auf der Kammer-Tribüne nicht an und dem widmet man weder Pressekonferenzen noch Schlagzeilen.

Angesichts der anhaltenden europaweiten Finanzkrise und ihrer erschreckenden Defizit- und Überschuldungs-Meldungen und im Kontrast zur desolaten Entwicklung auf unserem Kontinent ist festzuhalten, dass die Luxemburger keineswegs mehr verbrauchen als sie erzeugen, dass sie ihren Kindern nicht weniger hinterlassen als sie selbst geerbt haben, dass das Land mitnichten über seine Verhältnisse lebt.

Das uns vor etlicher Zeit angedrohte Krankenkassendefizit ist plötzlich vom Tisch und sogar die ominöse Rentenmauer rückt, mit der Belegung des Arbeitsmarktes, erneut in die weitere zeit-

liche Ferne. Der Zentralbankgouverneur redet Unsinn, wenn er verkündet, unsere Zahlen und Perspektiven ähnelten der Lage Griechenlands. Bei den Wirtschaftsstrukturen wie bei den Staatsfinanzen steht Luxemburg auf der sicheren Seite. Unsere Konten stimmen und unsere Perspektiven sind günstiger als in den allermeisten europäischen Staaten.

Natürlich darf man beim Jonglieren mit nationalen Durchschnittswerten nicht vergessen, dass Vermögen und Verschuldung nicht gleichmäßig verteilt sind. Auch in Luxemburg gibt es Probleme mit der Überschuldung von Haushalten, wobei diese sich übrigens nicht direkt von der Höhe des jeweiligen Einkommens abhängt. In allen sozialen Schichten gibt es nämlich Menschen, die haushalten können, und solche, die das nicht können. Genauso gibt es immer wieder Unternehmenskonkurse, weniger verursacht durch mangelnde Aufträge als vielmehr durch schlechtes Managen.

Dort aber, wo es Schicksalsschläge sind, welche die Familienfinanzen aus der Bahn werfen, etwa durch den Verlust des Berufseinkommens oder durch Beziehungskonflikte und Krankheitsfälle, sind Menschen mit niedrigerem Einkommen, in labilem Arbeitsverhältnis und knappen Finanzreserven schneller in der Bredouille, wenn ihnen dann beispielsweise keine Eltern beispringen können.

Der wirtschaftliche Aufschwung des Landes und unser überdurchschnittliches Wachstum fördern wohl den sozialen Fortschritt im Allgemeinen, lösen aber nicht automatisch die privaten Probleme aller Einwohner des Landes, wenn die Verhältnisse durch persönliche Probleme belastet sind.

Daher bleibt in unserem Wohlfahrtsstaat die Sozialpolitik auch weiterhin unverzichtbar. Ein sehr hoher Verdienst am Wohlergehen der Luxemburger Bevölkerung aber kommt den langfristigen Anstrengungen auf dem Gebiet der Förderung des Eigenheimes zu.

Bei der Förderung des Bausparens, dessen Einführung in Luxemburg die CGFP vor langer Zeit durchgeboxt hat, spielen die staatlichen Steuermaßnahmen eine große Rolle. Jahrzehntelange Bemühungen waren erforderlich, um diese durchzusetzen. Umso schändlicher ist es, wenn nun profitgierige Banken diese Bestimmungen zu einem reinen Steuerspar-Mechanismus missbrauchen ohne Bezug zum Bauspargedanken, und wenn auch die Entscheidungsträger der Staatssparkasse fleißig mitspielen bei diesem Tanz um das goldene Kalb namens „Shareholder's Value“.

H.



**Betreit Wunnen**  
logement adapté

[www.betreitwunnen.lu](http://www.betreitwunnen.lu)

Bureau de vente:

**IMMOBILIÈRE**  
Pierre Weydert

50A, rue de Mamer  
L-8280 Kehlen  
Tél.: (+352) 267 300 1  
Fax: (+352) 267 300 300  
[info@immoweydert.com](mailto:info@immoweydert.com)  
[www.immoweydert.com](http://www.immoweydert.com)



Das Konzept für unsere Residenzen richtet sich ausschließlich an Seniorinnen und Senioren über 60 Jahre oder Personen, jeden Alters mit eingeschränkter Mobilität.

Unsere Senioren-Residenzen 3<sup>e</sup> âge  
Hochwertiges betreutes Wohnen  
in *Luxembourg*

**Besuchen Sie uns!**

vom 7. - 9. Oktober 2011  
in Mondorf im Casino 2000  
auf dem **Salon TOP50+**  
vom 15. - 23. Oktober 2011  
auf der **Herbstmesse**  
(Stand 7A05)





# Die Gesundheit der Staatsfinanzen aus Sicht der internationalen Finanzexperten

Als es darum ging, den Luxemburger Bürgern den Gürtel enger zu schnallen, meldete sich jede Menge selbsternannter Experten vor den Kameras und Mikrofonen, auf der Kammertribüne, in Radiokommentaren per „carte blanche“, in Rundtischgesprächen und in Leitartikeln. Da warf man sich in staatsmännische Pose, um uns den Ernst der Stunde zu verkünden und das Volk darüber zu belehren, wie uneinsichtig, unvorsichtig und kurzsichtig Gewerkschafter sind.

Jetzt gibt die Regierung nach und nach zu, sozusagen häppchenweise, dass sich die Staatseinnahmen spektakulär verbessern. Damit wird klar, dass die offiziellen und inoffiziellen Auguren einmal mehr voll danebenlagen mit all ihren finsternen Prognosen und den angeblichen Milliardenlöchern.

In der 1. Jahreshälfte verbesserten sich die Gesamteinnahmen des Staates um 743 Millionen Euro oder 15% gegenüber dem gleichen Vorjahreszeitraum und binnen 2 Jahren sogar um 1.148 Millionen oder 25%. Die Einnahmen liegen deutlich über den Erwartungen; nach Maastricht-Berechnung gibt es 2011 kein (oder allenfalls nur noch ein minimales Defizit), und 2012 ist wohl auch nach traditioneller Haushaltsrechnung das Budget-Gleichgewicht wieder erreicht.

Weil die nun bestätigten Zahlen ihre Sprüche der letzten Jahre gleichermaßen Lügen strafen, sind sich nun Mehrheit wie Opposition darin einig, dass niemand, aber auch wirklich niemand diese unerwartete Wende vorhersehen konnte. Nein, meine Damen und Herren, die Darstellung ist Mogelei! „fonction publique“, CGFP und Staatsbeamtenkammer haben nämlich genau das klar und deutlich vorausgesagt, was nun eingetroffen ist.

Immer wieder hieß es: „Die CGFP-Zahlen sind falsch!“, auch wenn unsere Angaben genau den öffentlichen Konten entsprachen. Die gleichen Leute, die stets wiederholt haben, unsere Interpretation sei zu optimistisch und schlichtweg unverantwortlich, genau diese Leute sagen jetzt, es habe sich halt jeder geirrt. Nein, meine Damen und Herren: wir nicht!

Was uns in letzter Zeit an politischem Show-Business und Schaumschlägerei geboten wurde, ist in Wirklichkeit das konkrete Ergebnis einer langfristigen harten Lobbyarbeit seitens der Arbeitgebervertretungen. Wir unterstellen den eifrigen Sonntagspredigern und Zeilenschindern aus Mehrheit wie Opposition nicht einmal, dass sie die eigenen Behauptungen nicht glauben, die sie in allen Tonlagen verkünden. Presse und Politik schlucken vielmehr unbesehen und unkritisch alles, was der mächtige Propaganda-Apparat der aufgeblähten Schreibstuben der Patronatsverbände verschickt, klug formuliert und sorgfältig aufgemacht, hochprofessionell und pseudowissenschaftlich.

Zumal der umtriebige Zentralgouverneur seinerseits Ähnliches verkündet und seine „Unabhängigkeit“ dadurch dokumentiert, dass er noch eine Schippe drauflegt. Niemand aber hält fest, dass alle abstrusen Prognosen, die dieser Herr in den letzten Jahren verkündet hat, durch die tatsächliche Entwicklung der Wirtschaft und der öffentlichen Finanzen voll widerlegt wurden. Dieser Sprücheklopfer ist niemandem gegenüber verantwortlich. Weil der Herr sich gelehrt ausdrückt und die Fedil ihn lobt, spricht unsere Presse ihm Kompetenz zu.

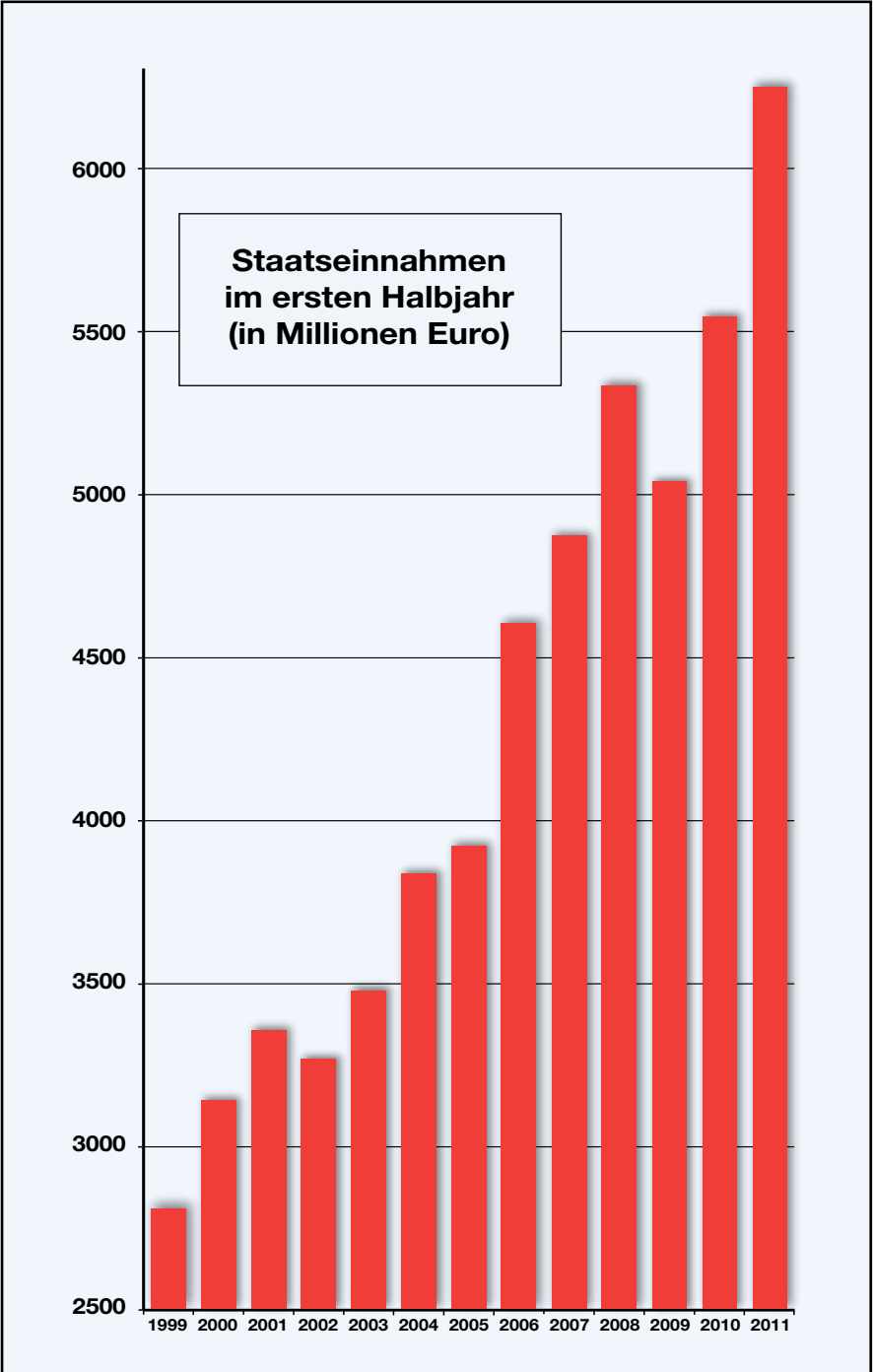
Pessimistische Prognosen waren zu lange eine typische luxemburgische Kost, um tagtäglich die lokalen Medien zu füllen (einschließlich acht Tageszeitungen!) und die Journalisten zu beschäftigen. Hier gehört das Klappern zum Geschäft. Einer plappert dem andern die gleichen Sprüche nach.

Wenn wir aber einmal über den politischen Tellerrand der nationalen Grenzen hinausblicken, wie sieht dann die internationale Bewertung Luxemburgs aus? Wenn sogar ein Egomane wie der russische Oligarch Putin vor der internationalen Presse die Meinung vertritt, es gäbe weltweit nur drei Länder mit intakten Staatsfinanzen: Finnland, Estland und Luxemburg, dann müsste unsere Presse das doch mitbekommen, auch (oder gerade) im Sommerloch. Wo Herr Putin Recht hat, hat er Recht. Vielleicht war er hier aber etwas zu streng, denn auch die Energieerzeuger Norwegen, Katar und Saudi-Arabien haben ordentliche Konten.

Wer aber, wie die oppositionellen Populisten oder die Stahlbarone, den Luxemburger Staat als einen finanziellen Pflegefall oder zumindest einen Wackelkandidaten in Sachen Kreditwürdigkeit hinstellt, dem müsste einstimmig widersprochen werden, auch von allen großen Parteien dieses Landes. Aber da ist nur Schweigen im Walde.

Und dennoch sind die Fakten eindeutig. Im „Country Risk Ranking“ der spezialisierten internationalen Bankerzeitung „EUROMONEY“, einer Aufstellung der Kreditwürdigkeit von hundert Nationen, figuriert Luxemburg derzeit auf Rang 2. Lediglich der mächtige Erdöl- und Erdgasproduzent Norwegen ist als Schuldner besser eingeschätzt als das Großherzogtum. Die Schweiz, die skandinavischen Länder, die Niederlande: Alle liegen hinter uns. Exportweltmeister Deutschland steht auf Rang 12, während die USA die Nummer 15 darstellen. Frankreich liegt auf Position 18, Belgien ist 20., Italien 30., Portugal 41. und Griechenland 65.

So und nicht anders sieht die internationale Finanzwelt die Lage unserer Staatsfinanzen und die Kreditwürdigkeit unseres Landes. Die budgetäre Gesundheit Luxemburgs ist nicht, wie von interessierter Seite behauptet, die propagandistische Einschätzung von überoptimistischen und unverantwort-



lichen Gewerkschaftern und sonstigen professionellen Gesundbetern. Sie ist eine Realität, die nur gelehnet wird von jenen, die den Sozialabbau fordern und rechtfertigen und von politischen Selbstdarstellern.

Kurz und gut: Während andere Staaten von den Ratingagenturen herabgestuft werden oder zumindest um ihren AAA-Status bangen müssen, würde uns eine AAAA-Note zukommen, wenn die denn bestehen würde. Das weiß sogar Putin.

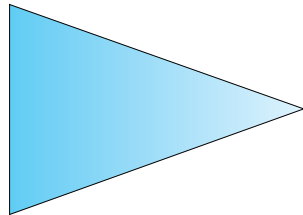
Hierzulande aber ist die pessimistische Einschätzung der strukturellen Lage unseres Landes wie seiner Staatsfinanzen geradezu Gift für die konjunkturelle Erholung, Gift für das Wirtschaftswachstum, Gift vor allem auch für den Arbeitsmarkt. Ganz abgesehen davon,

dass die seit Jahren andauernde propagandistische Brunnenvergiftung eine schwere Belastung für den Sozialdialog darstellt.

Hätte man letztes Jahr der CGFP geglaubt, so wären die konjunkturfrendlichen Steuererhöhungen gar nicht erst beschlossen worden zum Schaden des Landes und seiner Erwerbstätigen. Diese falsche Beurteilung der Lage muss vor allem mit Blick auf den Arbeitsmarkt als sehr bedauerlich eingeschätzt werden.

Die Steuererhöhungen und übertriebenen Sparmaßnahmen vom letzten Herbst waren ganz eindeutig eine politische Fehlentscheidung. Schon hat die CGFP die Abschaffung der ominösen Krisensteuer durchgedrückt.

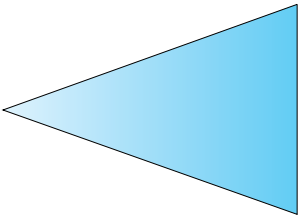
L.



- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**



- **Documents**
- **Le Journal**
- **Liens**



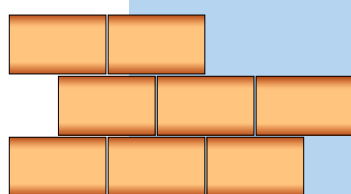
Visitez notre site Internet:  
**www.cgfp.lu**



# CGFP-Baukredit



**Ihr  
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss  
Ihres Bausparvertrages bei  
der Oeuvre CGFP d'Epargne-  
Logement, der Fach-Einrichtung  
der Berufsorganisation der  
öffentlichen Funktion, sichert  
Ihnen den landesweit schnellsten  
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche  
und kompetente Beratung:

**Tel.: 47 36 51**

**CGFP** 



Statt eines graduellen Endes:

# Eine überraschende Bestandsgarantie für unser Bankgeheimnis?

Die ominöse „Steuerparadies“-Polemik wurde während Jahren international so hartnäckig betrieben, dass auch bei den Luxemburger Bankern sich schließlich die Einsicht durchsetzte, man bereite sich doch lieber auf „eine Zeit nach dem Bankgeheimnis“ vor. Während die Mehrzahl der EU-Staaten ihren Steuerbehörden gegenseitig jährliche Meldungen über die Auslandskonten ihrer Einwohner zukommen lassen, wurde bekanntlich Luxemburg, Belgien und Österreich einstweilen zugestanden, stattdessen eine Quellensteuer zu erheben und deren Ertrag zu drei Vierteln an das Wohnortland der Kunden abzuführen.

Das Endziel einer Meldepflicht für alle EU-Mitgliedstaaten aber wurde nicht aufgegeben, und sowohl die EU-Kommission als auch die jeweiligen Vorsitzenden des EU-Ministerrates versuchten Jahr um Jahr, Luxemburg erneut unter Druck zu setzen und in die Enge zu treiben. Hier taktierte Minister Frieden klug.

Einerseits vermied er eine offene Konfrontation und eine steigende Verärgerung unserer Widersacher, indem er ein mögliches Einlenken Luxemburgs nicht prinzipiell verweigerte, jedoch verlangte, dass dabei den Nicht-EU-Finanzplätzen kein Wettbewerbsvorteil gewährt werden dürfe.

Jede Abänderung der EU-internen Regeln, so verlangte er, müsse gleichzeitig und in vollem Ausmaß auch für die externe Konkurrenz gelten. Mit dieser Ausweitung der Debatte in den EU-Gremien wurde nicht nur Zeit gewonnen, sondern auch vermieden, dass der generellen Abschaffung des Bankgeheimnisses nur noch ein (österreichisch-)luxemburgisches Veto entgegengestanden hätte.

Die famose OECD-Klausel für Doppelbesteuerungsabkommen hinsichtlich grenzüberschreitender Steuerauskünfte akzeptierten Luxemburg und Österreich auch erst, nachdem die Schweiz und Liechtenstein ihrerseits einlenkten im Rahmen der Erstellung von „schwarzen“ und „grauen“ Listen durch die G10-Großmächte.

Diese beiden Alpenländer bleiben aber weiter im internationalen Fokus von Presse und Politik durch den Ankauf von Daten-CDs mit steuerflüchtigen Bankkunden, während andererseits der amerikanische Druck auf die Schweiz so stark wurde, dass das Bankgeheimnis für US-Steuerzahler bereits aufgehoben ist. All dies trug dazu bei, dass auch bei uns sich die Erkenntnis durchsetzte, irgendwann müssten die letzten Dämme brechen.

Die Bankenvereinigung ABBL ließ öffentlich durchblicken, man habe Verständnis für eine Kapitulation unserer Regierung. Inzwischen habe man die Zeit genutzt – und werde es auch weiterhin tun – um sich auf andere Geschäftsbereiche umzustellen. Da die Quellensteuer auf den Zinserträgen von auswärtigen Einlegern jetzt 35% erreicht, hat man inzwischen ohnehin andere Lösungen gefunden oder die Kundschaft verloren.

Wichtig ist in diesem Zusammenhang, dass die Steuerhinterzieher ohnehin nie eine Haupteinnahmequelle unseres Finanzplatzes waren. Der sprichwörtliche „belgische Zahnarzt“ war bereits vor langen Jahren, anlässlich der „Kreditbank-Affäre“, nervös geworden. Die Luxemburger Finanzakteure verdienen ihr Geld nur in begrenztem Ausmaß von Privatkunden (ob deren Gelder nun steuerehrlich sind oder nicht), sondern überwiegend von anderen Banken und Finanzinstituten oder den Finanzabteilungen multinationaler Firmen oder Investitionsstrukturen, etwa als Depotbank und als Verwalter von Investmentfonds, mit Devisentransaktionen, Börsennotierungen und der Verwahrung und Auslieferung von Wertpapieren.

Dies sind Vorgänge ohne Bezug zu privater Steuerflucht oder -hinterziehung. Allein die sogenannte internationale „Fonds-Industrie“ stellt inzwischen



ein Drittel der Einnahmen und der Jobs unseres Finanzplatzes dar. Die positive Entwicklung dieser Branche aber ist ein bedeutender Zug, den der Bankenplatz Schweiz verpasst hat, ja, den sie als EU-Ausland gezwungenermaßen verpassen musste.

*(Dass die Eidgenossen nicht der EU angehören, bringt den dortigen Banken und Versicherungen inzwischen durchaus auch Nachteile, wie ja auch die Schweizer Exportindustrie sehr unter dem Höhenflug des Schweizer Franken leidet, so dass man inzwischen gar eine Ankoppelung des Franken an den Euro beschlossen hat. Doch das nur nebenbei.)*

Ihr verbrieftes Berufsgeheimnis ist für die Luxemburger Banken somit nur ein Argument unter vielen. So wie das von der EU erzwungene Ende unserer Holding-Gesellschaften nach dem Gesetz von 1939 weitgehend unbemerkt abgelaufen ist, so würde das definitive Aus für das Bankgeheimnis in unserer Finanzmetropole kein nachhaltiges Erdbeben auslösen.

Die Lage der Schweiz stellt sich diesbezüglich anders dar. Hier behielt dieses Thema eine enorme Brisanz, weil am Finanzplatz Schweiz (200.000 Beschäftigte) seit jeher das Bankengeschäft vornehmlich auf Einlagen von Privatkunden aus aller Herren Länder aufgebaut ist. Eine 250-jährige Tradition und eine weltweite Reputation haben riesige Vermögen in die Schweiz gebracht, nicht nur die Vermögen politischer Potentaten anderer Kontinente und dubioser Neureicher von überall.

55% der Gesamteinlagen von rund 5.600 Milliarden Franken stammen aus dem Ausland. Davon wiederum kommt knapp die Hälfte aus EU-Ländern, wobei 80% steuerflüchtige Vermögen sein sollen. Eine Schätzung des Brokers Helvea von 2010 besagt, dass jeweils 220 Milliarden Franken an un versteuerten Einlagen aus Deutschland und aus Italien kommen, 115 Milliarden aus Frankreich und etwa 325 Milliarden aus den übrigen EU-Ländern.

Nun ist das Bankgeheimnis gegenüber den USA bereits abgeschafft. Könnte die EU das Gleiche durchsetzen, so würden auch die Kunden aus der übrigen Welt nervös. Das Privatkapital ist eben ein sehr scheues Reh, das nicht erst abwartet bis die Lage nachweislich brenzlich ist. Den Schweizer Bankern geht es somit beim Thema Bankgeheimnis ans Lebendige, und deshalb sahen sie in den vergangenen Jahren keineswegs, wie ihre Luxemburger Kollegen, stoisch dem Unvermeidlichen entgegen.

Sie entwickelten unter dem Codenamen „Rubik“ – nach dem beliebten Geschicklichkeitsspiel – eine Abwehrstrategie, die wir unsern Lesern im April (siehe „fonction publique“, Nummer 213, Seite 12) vorgestellt haben unter dem Titel „Schweizer Sonderweg zu Lasten von EU-Finanzplätzen?“ Die Idee ist jene, ausländische Finanzminister sozusagen zu bestechen mit der Überweisung von substantiellen Beträgen aus anonymen Steuerabschöpfungen, wenn deren Staaten im Gegenzug das Weiterbestehen der Vertraulichkeit verbindlich zusichern mit einer entsprechenden Amnestie.

Über die eidgenössische Regierung boten sie der Bundesrepublik an, alle Guthaben deutscher Steuerzahler in der Schweiz, neben der jährlichen Zinsbesteuerung zusätzlich einer einmaligen Abgabe auf dem Kapital zu unterwerfen, vorausgesetzt, diese Vermögen werden dadurch gesetzlich vor jeder künftigen steuerlichen Strafverfolgung geschützt. Eine Amnestie für Steuerflüchtige also, deren Anonymität gleichzeitig gegenüber dem Heimatland gewahrt bleibt.

Nun geschah, woran lange niemand hatte glauben wollen: Die zu erwartenden Milliardenereinnahmen ließen den deutschen Finanzminister einknicken. Auf Regierungsebene wurde der deutsch-schweizer Deal Anfang August unterzeichnet; wenn er die parlamentarischen Hürden in beiden Ländern schafft, soll er zum Jahresbeginn 2013 Gesetzeskraft erlangen.

Abgemacht ist eine einmalige Belastung des Kapitals („Ablass-Steuer“) von 19% bis 34%, je nach dem Eröffnungszeitpunkt der Konten und dem erzielten Zuwachs. Daneben gilt eine jährliche Abgabe auf den Zinsen und dem Wertzuwachs von 26,375%, entsprechend der deutschen „Abgeltungssteuer“ in gleicher Höhe. Erwartet wird nun übrigens auch die Unterzeichnung einer ähnlichen Vereinbarung zwischen der Schweiz und Großbritannien.

Es heißt übrigens, die deutsche Seite habe versprochen, ab sofort keine Daten-CD mit vertraulichen Schweizer Kundeninformationen mehr zu kaufen. Dass die Deutschen hingegen auch durchaus die Gefahr sehen, dass ihre Vertragspartner die meisten Kundengelder in den kommenden 18 Monaten auf Konten Schweizer Filialbanken in Asien unterbringen, das wird ersichtlich aus der Tatsache, dass sie auf einem Mindestbetrag an abzuliefernden Steuergeldern bestanden.

Das Interessante an diesem bilateralen Abkommen sind aus Luxemburger Sicht die rechtlichen Konsequenzen auf europäischer Ebene, die sich durch die deutsche Anerkennung des Schweizer Bankgeheimnisses ergeben, welche das Abkommen offensichtlich einschließt. Durch die nun vereinbarte Abgabe (welche die Schweizer Banken von den Konten abbuchen und an den deutschen Fiskus weiterreichen) werden die geheimen Schweizer Konten deutscher Steuerzahler legalisiert, ohne Preisgabe der Identität des Einlegers, so dass sie später bei einer eventuellen Aufdeckung durch die deutsche Steuerverwaltung keine weitere Besteuerung erleiden werden noch zu einer fiskalischen Strafverfolgung führen können.

In den derzeit geltenden EU-Abmachungen (mit dem Informationsaustausch und der Zins-Quellensteuer) wurde Luxemburg zugesichert, die geforderte spätere Abschaffung des Bankgeheimnisses mit dem Ersetzen unserer Quellenabgabe durch einen generellen EU-weiten Informationsaustausch setze voraus, dass für die europäischen Finanzplätze außerhalb der EU vergleichbare Maßnahmen sichergestellt würden.

Insofern Deutschland und Großbritannien nun aber den dauerhaften Weiterbestand des Schweizer Bankgeheimnisses verbindlich zusichern, vereiteln sie damit wohl endgültig die Anstrengungen der EU, die Schweiz zur Aufgabe ihres Bankgeheimnisses zu bewegen.

Hier kommt nun die Hauptbedingung des Luxemburger Unterhändlers Frieden voll zum Tragen, die Forderung nach einem „level playing field“, das heißt einem fairen Wettbewerb mit gleichen Spielregeln für alle Finanzplätze. Wenn man die Kunden nicht aus der EU in die Schweiz treiben will, muss die Schweiz die gleichen steuerlichen Prinzipien und Tarife anwenden wie wir in Luxemburg.

Das Schweizer Bankgeheimnis wird künftig von Deutschland respektiert? Bitte sehr, wir haben nichts dagegen, vorausgesetzt allerdings, Luxemburg erhält das gleiche Zugeständnis zum gleichen Preis! Dann ist die derzeitige EU-Quellensteuer von 35% übrigens auch zu hoch. Die laufenden Verhandlungen über eine Ausweitung der derzeitigen Zinsregelung in der EU präsentieren sich somit plötzlich in einem veränderten Umfeld.

Im April schrieb „fonction publique“: „Wenn schon ‚Rubik‘ für die Schweiz, dann auch ‚Rubik‘ für Luxemburg! Sollten die Eidgenossen mit ihrem würfelförmigen Ei des Kolumbus eine annehmbare Idee ausgebrütet haben, dann ist das eine gute und definitive Lösung nicht nur für das Schweizer, sondern auch für das Luxemburger Bankgeheimnis.“




# RENAULT EST EN SUPER CONDITION.

# 0

**TAE<sup>(4)</sup>**  
**%**

**TWINGO** YAHOO! dCi 75

PRIX CATALOGUE TVA <sub>c</sub>	€ 11.690
REMISE <sup>(1)</sup>	- € 500
PRIME DE RECYCLAGE <sup>(2)</sup>	- € 1.000
PRIME  <sup>(5)</sup>	- € 1.500

**PRIX RESPECT DAYS TVA<sub>c</sub>**  
**REMISE ET PRIMES DÉDUITES** **€ 8.690**




**SÉRIE LIMITÉE**  
**KANGOO** Weekend 1.6 16v 110

- ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:**
- Portes latérales droite et gauche coulissantes avec vitre ouvrante
  - Vitres arrière surteintées
  - Projecteurs antibrouillard
  - ...

**PRIX NET RESPECT DAYS TVA<sub>c</sub>** **€ 11.400**



**CLIO** Expression dCi 90 ECO

PRIX CATALOGUE TVA <sub>c</sub>	€ 16.822
REMISE <sup>(1)</sup>	- € 1.782
PRIME DE RECYCLAGE <sup>(2)</sup>	- € 1.500
PRIME  <sup>(5)</sup>	- € 750

**PRIX RESPECT DAYS TVA<sub>c</sub>**  
**REMISE ET PRIMES DÉDUITES** **€ 12.790**



**MÉGANE** Berline Privilège dCi 110

PRIX CATALOGUE TVA <sub>c</sub>	€ 21.955
REMISE <sup>(1)</sup>	- € 4.365

**PRIX RESPECT DAYS TVA<sub>c</sub>**  
**REMISE DÉDUITE** **€ 17.590**



DE FINANCEMENT  
SUR 14 MODÈLES.



**SCÉNIC** Silver Edition Energy dCi 130

PRIX CATALOGUE TVA <sub>c</sub>	€ 25.186
REMISE <sup>(1)</sup>	- € 3.196
PRIME DE REPRISE SURÉVALUÉE <sup>(3)</sup>	- € 2.000

**PRIX RESPECT DAYS TVA<sub>c</sub>**  
**REMISE ET PRIME DÉDUITES** **€ 19.990**



**JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE**  
**(WEEK-END PORTES OUVERTES LES 23 ET 24 SEPTEMBRE)**



3,4 - 8,2 L/100 KM. 90 - 190 G CO<sub>2</sub> /KM.  
[www.renault.lu](http://www.renault.lu)  **DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.**

Renault préconise 



(1) Offre valable pour les particuliers, pour toute Renault neuve commandée entre le 01/09/2011 et le 30/09/2011. Nos prix s'entendent TVA 15 % comprise. (2) Par respect pour l'environnement, Renault se charge de recycler votre ancien véhicule hors d'usage (VHU) à l'achat d'une Renault neuve. Offre valable uniquement pour les particuliers, pour toute commande passée entre le 01/09/2011 et le 30/09/2011. Pour plus d'informations, contactez votre distributeur Renault. (3) Prime de reprise surévaluée de votre ancien véhicule et sur base des tarifs Eurotax. Non cumulable avec la prime de recyclage. (4) Offre de prêt à tempérament réservée aux particuliers, valable du 01/09/2011 au 30/09/2011 sur Twingo, Clio, Clio Grandtour, Modus, Grand Modus, Wind, Kangoo, Mégane Berline, Mégane Grandtour, Mégane Coupé, Mégane Coupé-Cabriolet, Scénic, Grand Scénic et Fluence. Taux débiteur fixe et taux annuel effectif global (TAEG de l'offre): 0 % pour une durée max. de 36 mois, avec un acompte min. de 30 %. Sous réserve d'acceptation du dossier par Alpha Credit S.A. (Prêteur), Rue Ravenstein 60/15, 1000 Bruxelles. (5) Prime gouvernementale de € 1500 TVA<sub>c</sub> ou € 750 TVA<sub>c</sub> valable pour l'achat d'un véhicule possédant respectivement une émission de CO<sub>2</sub> inférieure ou égale à 90 et 100 g de CO<sub>2</sub> par kilomètre et rejetant moins de 5 mg/km de particules pour un moteur diesel avec une immatriculation avant le 31/12/2011. Plus d'infos sous [www.car-e.lu](http://www.car-e.lu). Intermédiaire de crédit et annonceur: chaque garage repris ci-dessous.

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <b>RENAULT LUXEMBOURG</b><br>Tél.: 40.30.40.1         | <b>RENAULT BEGGEN</b><br>Tél.: 43.52.32.1                 | <b>RENAULT DIEKIRCH</b><br>Tél.: 80.88.80.1             | <b>RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE</b><br>Tél.: 57.29.76.1    |
| <b>GARAGE THOMMES</b> - HEFFINGEN<br>Tél.: 87.81.15.1 | <b>GARAGE SCHNEIDERS</b> - ECHTERNACH<br>Tél.: 72.90.45.1 | <b>GARAGE DE L'EST</b> - JUNGLINSTER<br>Tél.: 788.22.21 |  |
| <b>GARAGE FELTEN</b><br>Weicherdange - Tél.: 92.16.12 | <b>GARAGE GELZ</b><br>Steinfort - Tél.: 39.00.47          | <b>GARAGE KAUTEN</b><br>Beckerich - Tél.: 23.62.13.67   | <b>GARAGE RECH</b><br>Esch/Alzette - Tél.: 54.34.34    |
| <b>GARAGE REINERT</b><br>Petange - Tél.: 50.37.87     | <b>GARAGE SCHILTZ</b><br>Buderscheid - Tél.: 26.88.90.75  | <b>GARAGE THOMMES</b><br>Mersch - Tél.: 26.32.39        | <b>SERVICE AUTOMOBILE</b><br>Capellen - Tél.: 30.93.41 |



# CGFP: Wo bleibt die angekündigte Debatte über die nationale Wohnungspolitik?

## Solidaritätssteuer: Wozu werden die Gelder verwendet?

Gerade jetzt, wo viele Finanzinstitute damit beginnen, die von der EZB beschlossenen Leitzins-Erhöhlungen auf ihre Kundschaft abzuwälzen, wirft die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP die Frage nach der bereits Ende 2010 von der Politik angekündigten „breiten Debatte“ über die nationale Wohnungspolitik auf.

Gerade vor dem Hintergrund steigender Bauland- und Immobilienpreise wird es für junge Haushalte zusehends schwieriger, den Traum von den eigenen vier Wänden zu verwirklichen. Deshalb hält die CGFP auch weiterhin an ihrer Einschätzung fest, dass in der Wohnungspolitik wirksame Fördermaßnahmen benötigt werden, nicht aber soziale Einschnitte, sprich Sparmaßnahmen, die sehr schnell zu ungewollten Konsequenzen – siehe Abwanderungsproblematik – führen können.

In ihrem Bestreben, gerade jungen Familien die Möglichkeit zu geben, sich eine Existenz aufzubauen, hatte sich die CGFP bereits im Sommer 2010 ausdrücklich gegen die damals beabsichtigte Neuregelung des „Béllegen Akt“, für die CGFP eine „de facto“-Abschaffung dieser Begünstigung, ausgesprochen und selbst zum Protest aufgerufen, wenn das Regierungsvorhaben in seiner ursprünglichen Form umgesetzt worden wäre. Die CGFP stützte ihre Forderung auf die bereits zu dem Zeitpunkt verbesserte Finanzsituation des Staates.

Der Zwischenruf der CGFP wurde erhört, und am 23. November 2010 gab der Finanzminister die Regie-



rungsentscheidung, die an das Gehalt gekoppelten Zugangsbestimmungen zum „Béllegen Akt“ genau wie die vorgesehene Abschaffung der Zinsbonifikation (vorerst) aus dem Sparpaket der Regierung zu entfernen, bekannt. Damit war die Regierung einer eindringlichen Forderung der CGFP, die immer wieder auf die Unverträglichkeit dieser Maßnahmen mit einer wohlverstandenen und zukunftsorientierten Wohnungspolitik hingewiesen hatte, nachgekommen.

Die zum selben Zeitpunkt von der Politik in Aussicht gestellte „breite Debatte“ mit den Sozialpartnern zum Thema „Nationale Wohnungspolitik“ ist allerdings bis heute ausgeblieben, bedauert die CGFP. Stattdessen muss nun befürchtet werden, dass die Ende

2010 angekündigte Überarbeitung des „Béllegen Akt“ zu Verschlechterungen der jetzigen Gesetzgebung führen wird.

Wenn die Politik dem Wohnungsbau nun einen „grünen Anstrich“ verleihen will, indem die Bestimmungen des „Béllegen Akt“ in Zukunft nur noch beim Bau von Niedrigenergiehäusern ab einer bestimmten Kategorie vollends gelten sollen, sieht die CGFP darin vielmehr eine verkappte Sparmaßnahme, der jede vernünftige und nachvollziehbare Grundlage fehlt. Die CGFP jedenfalls wiederholt ihre bereits beim Nationalvorstand vom 8. April 2011 geäußerte ablehnende Haltung, würde der Kreis der potenziellen Bezahler durch diese Maßnahme doch drastisch eingengt.

Erinnert sei daran, dass die Staatseinnahmen sowohl 2010 als auch in der ersten Jahreshälfte 2011 noch einmal ordentlich zugelegt haben. Allein schon deswegen verlangt die CGFP vor der Umsetzung jeglicher Maßnahme eine breite Debatte unter Einbindung der Sozialpartner, die es erlauben soll, das Problem an der Wurzel zu packen. Mit Schlagwörtern und Sonntagsreden ist es sicherlich nicht getan. Die Zeit ist reif, dass aus den gewonnenen Erkenntnissen endlich auch Ergebnisse werden.

Wohneigentum muss einen hohen Stellenwert als Mittel der Vermögensbildung behalten; es bietet dem Eigentümer und seiner Familie Sicherheit und Lebensqualität. Und gerade deshalb ist es auch wichtig, dass der derzeitigen Situation auf dem Wohnungsmarkt mit geeigneten Mitteln begegnet wird.

Eine andere Steuermaßnahme aus dem Sparpaket der Regierung betrifft die Erhöhung der Solidaritätssteuer. Die CGFP hat sich dieser Maßnahme zu keinem Zeitpunkt widersetzt, wertet sie die Bekämpfung der Erwerbslosigkeit doch als primäres Ziel, das mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln erreicht werden muss. Nichtsdestotrotz vertritt die CGFP die Auffassung, dass die breite Öffentlichkeit unbedingt und in voller Transparenz über die zweckmäßige Nutzung dieser Gelder im Sinne einer aktiven Arbeitsmarktpolitik informiert werden müsse – und das noch vor den für September anberaumten Tripartite-Gesprächen.

GRATIS!

## CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie  
jetzt  
die CGFP-  
Newsletter

Immer  
topaktuell  
unter  
[www.cgfp.lu](http://www.cgfp.lu)



# Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch  
eines jeden

## BHW und CGFP


bieten ihnen hierzu die Möglichkeit  
und zwar zu den  
allergünstigsten Bedingungen

## Unschlagbares Angebot

für:  
Wohnungsbau/-kauf  
Modernisierung  
Grundstückwerb

mit:  
Sofortkredit  
CGFP-Vorzugsdarlehen  
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:	 <b>OEL/CGFP</b> Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement B.P. 595 – L-2015 Luxembourg
Baukredit:	_____ (Name)
	_____ (Vorname)
Ich bitte um unverbindliche Beratung durch einen CGFP/BHW-Berater	_____ (Straße, Hausnummer)
	_____ (Plz. /Wohnort)
	_____ (Telefon)
	_____ (Dienstbezeichnung)
	_____ (Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2011



# Bausparen

## aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

# Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

## Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

## Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

## Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

## Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:  
Tel.: 47 36 51.



# Häuser im neuen Gewand – Farbe wirkt!



Kräftiges Rot, sonniges Gelb, frisches Grün – Hausbesitzer entdecken das Fassaden-Design und setzen ihre Immobilie neu in Szene.

Farben sind heute mehr denn je ein zentrales Gestaltungsmittel. Neubau-Fassaden erstrahlen immer öfter in kräftigen Tönen. „Hausbesitzer haben die Möglichkeiten zur individuellen Gestaltung der Hausfassade für sich entdeckt“, attestiert Ralf Palm von der BHW Bausparkasse.

Im Zuge von energiesparenden Fassadendämmungen, die jetzt viele Hausbesitzer vornehmen, kann auch über eine neue Fassadengestaltung nachgedacht werden. Und da bieten sich vielfältige Varianten.

Angefangen bei der Oberflächenstruktur, die vorrangig dem Schutz gegen Wind und Wetter dient, heute aber zunehmend optischen Zwecken folgt. Von der feinen Körnung eines Glattritzes über aufgerauten Kratzputz bis hin zu Modellierputz unterstreichen sie die jeweilige Architektur.

Nach jüngsten Erkenntnissen sind vor allem warme Rot- und Brauntöne sowie intensive Grün- und Blautöne beliebt. Wer es dezent mag, entscheidet sich für einen zarten Pastellton von Gelb über Ocker bis Zartrot, ganz nach dem Vorbild südlicher Länder. Kräftige Farben heben das Gebäude oder Gebäudeteile dagegen stark hervor. „Grundsätzlich gilt: Die Fassadengestaltung sollte die Architektur des Hauses betonen und nicht von ihr ablenken“, empfiehlt BHW-Experte Ralf Palm. „Da lohnt sich der Rat eines professionellen Farbgestalters.“

Ein großes Plus ist die Wetterbeständigkeit der neuen Hightech-Gemische für Fassaden. Sie halten etwa fünf Jahre länger als herkömmliche Farben, sind mit Silikonharzen angereichert und erzeugen den „Lotus-Effekt“: Ihre Oberfläche ist wasserabweisend und schützt so vor Schmutz und Korrosion. Da werden Verunreinigungen vom nächsten Regen einfach fortgespült.

# Fenster mit Sonnenbrille



Wer große Fenster liebt, kommt im Sommer nicht ohne Sonnenschutz aus. Zu Jalousie und Rollläden gibt es jetzt eine Hightech-Alternative: die intelligente Glasscheibe.

Große Fensterfronten sind heute bei Neubauten Standard. Wenn die Sonne im Hochsommer die Zimmer flutet, kann die neue Offenheit allerdings zum Problem werden. Die starke Sonneneinstrahlung blendet die Augen und heizt den Raum auf. Da halfen bisher nur Klimaanlage zur Temperaturregulierung und eine Jalousie – die dann die Sonne weitgehend aussperrt.


Hersteller von Fenstern haben nun ein neues System ausgeklügelt: Intelligente Scheiben können die Lichtdurchlässigkeit dem Grad der Sonneneinstrahlung anpassen und verdunkeln – automatisch per Sensor oder durch Knopf-

druck. Das Geheimnis der Fenster kommt aus der Nanotechnik: Durch geringe Stromzufuhr verändert eine eingebaute Beschichtung ihre Farbe stufenweise von Klar zu Blau, der Einfall des Sonnenlichts sinkt um bis zu 88 Prozent.

Ein solches Sonnenbrillen-Fenster lässt außerdem wenig gefährliche UVA- und UVB-Strahlen passieren. Ralf Palm von der BHW Bausparkasse: „Mit Kosten von 800 bis 1.500 Euro pro Quadratmeter Fensterfläche hat das Hightech-Glas einen stolzen Preis. Jedoch können sich die Hausbesitzer einen mechanischen Sonnenschutz sparen.“

Angenehmer Nebeneffekt für diejenigen, die ihr Arbeitszimmer daheim haben: Die blaue Farbe der Gläser soll die Konzentrationsfähigkeit erhöhen.





**D'ARMÉI, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH**

An der Arméi léiers du deng Limiten z'iwwerwannen an däi perséinlecht Potential z'entwéckelen. Du bass een Deel vun engem staarken Team a setz dech fir anerer an. Du gëss op deng Missiounen virbereet a baus dir deng professionnell Zukunft op. Déi kann an der Arméi sinn oder anzwousch anescht. D'Lëtzebuurger Arméi sicht jonk Leit fir de Fräiwëllegendéngscht.

Nächst Anzéien ass den 02. Januar 2012  
**INFOTELEFON 8002-4888**

>>> Stéchdatum fir den Aschreiwungsformular  
eran ze schécken ass den 21. Oktober 2011



**LËTZEBUURGER ARMÉI**  
[www.armee.lu](http://www.armee.lu) · [info@armee.lu](mailto:info@armee.lu)

**Kaweechelchen**

**Foyer de jour CGFP**

Pour tout renseignement s'adresser à  
Mme Renée Groff, directrice

36, rue J.B. Esch  
L-1473 Luxembourg  
Tél.: 25 03 54  
Fax: 25 28 84





**S-net, Internet banking au plus haut niveau !**



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



**SPUERKEESS**  
Äert Liewen. Är Bank.

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775  
[www.bcee.lu](http://www.bcee.lu) tél. : (+352) 4015-1

**LINEHEART CITY**



Premium Reseller

**Essayez un nouveau Mac avec OS X Lion.**

Un puissant système d'exploitation.  
Pour un Mac encore plus puissant.

Chaque nouveau Mac est maintenant équipé d'OS X Lion, la dernière version du système d'exploitation d'ordinateur le plus avancé au monde. OS X Lion intègre les apps plein écran, de nouveaux gestes Multi-Touch, le Mac App Store, le Launchpad pour un accès simplifié aux apps, et Mission Control qui affiche tout ce qui tourne sur votre Mac.

Rendez-vous chez LINEHEART CITY et découvrez avec un expert Mac comment OS X Lion rend le Mac encore plus intuitif et simple à utiliser.



[www.lineheart.lu](http://www.lineheart.lu)

Réservé aux utilisateurs âgés d'au moins 13 ans, le Mac App Store est disponible aux États-Unis et dans de nombreux autres pays. Nécessite du matériel et des logiciels compatibles, ainsi qu'un accès à Internet (haut débit recommandé); des frais peuvent s'appliquer. Soumis à conditions. Le Mac App Store et certaines applications ne sont pas disponibles dans tous les pays. La disponibilité et le tarif des applications sont susceptibles de changer. TM et © 2011 Apple Inc. Tous droits réservés.

**Leudelange**  
Z. A. am Bann  
tél 44 68 44 - 1

**Luxembourg-Ville**  
Grand-Rue  
tél 44 68 44 - 500

**Esch-sur-Alzette**  
Rue de l'Alzette  
tél 44 68 44 - 600

**City Concorde**  
Bertrange  
tél 44 68 44 - 700

**Nouveau**  
**Galerie Auchan**  
Kirchberg  
tél 44 68 44 - 800



Vom 30. September bis 3. Oktober 2011

# BHW-Beratung bei der „Semaine du Logement“

## CGFP-Kooperationspartner mit eigenem Informationsstand

Anlässlich der nunmehr bereits 14. Auflage der „Semaine du Logement“, die vom 30. September bis 3. Oktober 2011 in den Messehallen auf Kirchberg stattfindet, ist auch der CGFP-Kooperationspartner BHW erneut mit einem Informationsstand vertreten. Die sachkundigen Berater der BHW-Bausparkasse informieren die zahlreichen Messebesucher eingehend in Sachen Baufinanzierung.

Gerade vor dem Hintergrund der Preisentwicklungen auf dem nationalen Immobilienmarkt bleibt der Wohnungserwerb schwierig. Gut beraten ist auf jeden Fall, wer sich schon sehr früh Gedanken über ein Eigenheim und dessen Finanzierung macht.

Eine sinnvolle Alternative mit vielen Vorteilen gegenüber einem herkömmlichen Bankdarlehen ist dabei sicherlich die Finanzierung des Eigenheims über einen Bauspar-Vertrag, wie ihn der CGFP-Kooperationspartner BHW anbietet.

Wie wertvoll das Bausparen mit Festzins in der Tat ist, zeigt sich gerade jetzt, in einem wirtschaftlich schwierigen Umfeld, wieder ganz deutlich. Das weiß auch Lothar Meyer, BHW-Direktionsbeauftragter für den öffentlichen Dienst, für den es „nicht allein die hohen Darlehenssummen, sondern auch die steigenden Anschaffungs- und Baupreise sind, die eine Finanzierung oftmals zum Scheitern bringen.“

Eins ist jedenfalls sicher: Wer sich für einen Bausparvertrag entscheidet, geht kein Abenteuer ein. BHW, im Verbund mit der „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“, bietet Bauspardarlehen mit Festzins an, der dann über die gesamte Laufzeit gilt. „Gerade das ist doch der entscheidende Punkt“, wissen Bausparexperten. Die Belastungen sind über die gesamte Laufzeit nachvollziehbar, und es kommt zu keinerlei Risiken in der Haushaltsplanung. Nach Zuteilung des Bausparvertrages verfügt der Bausparer über ein fest verzinsliches Bauspardarlehen mit einer fest vereinbarten monatlichen Rückzahlung. Der Kunde kann also bis zum Ende seiner Finanzierung exakt kalkulieren.



Dass gerade vor dem Hintergrund der jüngsten Entwicklungen auf den Kapitalmärkten eine professionelle Beratung unerlässlich ist, weiß man bei der BHW-Bausparkasse nur allzu gut. „Individuelle Beratungstermine vor Abschluss eines Vertrages sind für uns das A und O“, versichert der BHW-Direktionsbeauftragte für den öffentlichen Dienst, Lothar Meyer. BHW und CGFP verfügten hierfür über ein bestens ausgebildetes Beraterteam, das Interessenten am Bausparen kollegial, vertraulich und fachlich kompetent die für sie maßgeschneiderten Finanzierungsmöglichkeiten aufzeige, um den Traum von den eigenen vier Wänden wahr werden zu lassen. Bei den Beratungen werde größter Wert darauf gelegt, die für den Kunden vorteilhafteste Finanzierungsformel bereitzustellen.

Dass das Bausparen nicht nur für Neubauten, sondern auch bei Umbauten oder Renovierungsarbeiten eine „clevere Alternative“ (Lothar Meyer) zum herkömmlichen Bankdarlehen darstellt, ist eine andere Besonderheit dieser Baufinanzierung. Es gibt immer etwas zu tun, ob Renovierung, Modernisierung oder Ausbau. Eine Heizung muss auf erneuerbare Energien umgestellt werden, das Haus muss altengerecht oder behindertengerecht umgebaut werden, eine neue

Küche, neue Fliesen für das Bad – die Liste lässt sich beliebig lang fortführen. Und nicht alle Renovierungs- oder Modernisierungswünsche können einfach so aus der Portokasse gezahlt werden. „Ein BHW-Bauspardarlehen kann da schon helfen, auch bei der Werterhaltung der eigenen vier Wände – und das mit einer zinsgünstigen Finanzierung“, weiß der BHW-Bausparexperte.

Dass das Bausparen nicht nur staatlich gefördert werde, sondern zudem auch noch mit steuerlichen Vorteilen einher gehe, sei ein anderer nicht zu unterschätzender Aspekt, der für diese Art der Baufinanzierung spreche. Schon in der Sparphase helfe der Staat unter Berücksichtigung bestimmter Bedingungen bei der Eigenkapitalbildung durch die Gewährung von Steuervorteilen beim Bausparen über den Sonderausgabenabzug. Dadurch lasse sich das steuerpflichtige Einkommen vermindern. Neben der Bausparförderung durch einen Steuervorteil unterstütze der Staat die Eigeninitiative aber auch mit Bau- oder Anschaffungsprämien und Zinszuschüssen. Erwähnenswert sei in diesem Zusammenhang aber auch die, nicht zuletzt auf Drängen der CGFP und der „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“ zustande gekommene Bestimmung, nach der die

Erträge aus Bausparverträgen von der Quellensteuer befreit seien.

Die enge Bindung zwischen CGFP und BHW ist im Übrigen nicht neu. „Vor mehr als 30 Jahren schon ist die CGFP eine Partnerschaft mit BHW eingegangen und hat damit neue Maßstäbe in Sachen Bausparen in Luxemburg gesetzt“, erinnert sich der Vorsitzende der „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“, Jos. Daleiden, der die in den 70er Jahren eingegangene Partnerschaft mit BHW damit begründet, „den bereits damals recht kostspieligen Wohnraum erschwinglich zu machen – auch für Familien mit bescheidenem Einkommen.“ An dieser Grundausrichtung habe sich im Übrigen bis heute nichts geändert. Ganz im Gegenteil: Bei der augenblicklichen Entwicklung sowohl der Immobilien- als auch der Grundstückpreise seien Fördermaßnahmen wie die mit dem Bausparen einher gehenden Begünstigungen schlicht unerlässlich. Und Jos. Daleiden weiter: „Mit der Vision, den CGFP-Mitgliedern Geldmittel zum Wohnungskauf zu günstigen Bedingungen zu vermitteln, ist die ‚Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement‘ vor fast 35 Jahren angetreten.“ Und diesem Auftrag wolle sie auch künftig gerecht werden.

s.h.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass die BHW-Bausparkasse und die „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“ auch zu diesem Jahresende wieder Sondersprechtag organisieren, um Interessenten in vertraulichen Einzelgesprächen eingehend über die Vorteile des BHW/CGFP-Bausparens zu informieren. Einzelheiten hierzu und die genauen Termine wird „fonction publique“ in der Ende kommenden Monats erscheinenden Oktober-Ausgabe bekannt geben. Die Besuchszeiten der „Semaine du Logement“ wurden derweil wie folgt festgelegt: am Freitag, dem 30. September 2011, von 16 bis 20 Uhr; am Samstag, dem 1., und am Sonntag, dem 2. Oktober 2011, jeweils durchgehend von 10 bis 18 Uhr; und am Montag, dem 3. Oktober 2011, von 14 bis 20 Uhr.

## Schnell und übersichtlich informiert:



## Unsere Webseite

# www.cgfp.lu





Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG  
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



www.living.lu



## AGENCE IMMOBILIÈRE TOUSSAINT Abby

Dir wëllt Äert Haus oder Appartement verkaufen oder verlounen? Dir sidd Propriétaire vun enger Wunnéng a wëllt lech net méi selwer ëm alles këmmere mussen? Dir hutt en Terrain unzebidden a sidd op der Sich no engem onofhängege Partner deem der vertraue kënnst? Mir hu ganz secher och fir lech déi passend Léisung a maachen lech gäer eng gratis Offer, well eng sérieux Agence:

- beréit hie Client beschtméiglech ouni nëmmen un den eegene Profit ze denken
- mecht keng falsch Versprechen

- hält sech un hier Engagementer géigeniwwer dem Client a fäert net, dës och schwaarz op wäiss festzehalen
- kontaktéiert keng Privatleit déi probéieren hieren Objet selwer ze verkaufen oder ze verlounen
- huet transparent Kontrakter ouni Klenggedrécktes a verstoppte Klauselen
- schafft nëmmen mat professionnelle Mataarbechter déi sech an hierem Beräich auskennen
- ass Member vun der Chambre Immobilière an dem Groupement des Syndics Professionnels

**Mir sinn Äer sérieux Agence zu Miersch fir all Immobilientransaktiounen am ganze Land an dëst schon an zweeter Generatioun säit 1979.**



**Tél: 32 81 73-1**

23A, rue Nicolas Welter • L-7570 MERSCH

Fax: 32 78 72 • info@living.lu







# Das TransFair-Logo bringt Gewissheit

„Nur, wo ‚FairTrade‘ drauf steht, ist auch ‚FairTrade‘ drin“, unterstreicht Jean-Louis Zeien, der Vorsitzende der TransFair-Minka asbl, und fügt hinzu: „Es gibt sicherlich eine Reihe anderer Initiativen, die gute Ansätze im Bereich Nachhaltigkeit oder Produktivitätsverbesserung beinhalten. Es gibt aber auch Trittbrettfahrer, die nur den Anschein von FairTrade erwecken möchten. Und das ist bedauerlich.“

## Logo-Dschungel

Dass gerade die Verbraucher es schwer haben, den Durchblick im ständig größer werdenden Logo-Dschungel zu behalten, kann wohl jeder nachempfinden, der Wert auf Bezeichnungen wie „Öko“, „Bio“ oder eben „Fair“ legt. In der Tat werden immer mehr Produkte und Dienstleistungen mit immer mehr Siegeln oder Umweltzeichen versehen. Doch wofür stehen die einzelnen Logos und welche Standards müssen sie erfüllen? Und was sagen die Bezeichnungen eigentlich aus?

„Nachhaltigkeit muss mit Leben gefüllt sein und darf keine leere Formel sein“, bringt TransFair-Präsident Jean-Louis Zeien die Sache in nur einem Satz auf den Punkt. Bei den fair gehandelten Produkten jedenfalls müssten gleich mehrere Kriterien in Bezug auf Gesellschaft, Umwelt und Wirtschaft erfüllt sein, die sich wie folgt beschreiben ließen: Da wären zunächst einmal Bedingungen hin zu einem umweltgerechten Anbau, die beachtet werden müssten. So würden beispielsweise keine genetisch veränderten Lebensmittel, die sogenannten OGMs, mit dem TransFair-Label versehen. Dann müssten eine Reihe Kriterien im Hinblick auf eine verbesserte Wirtschaftlichkeit wie garantierte Mindestpreise, die Zuerkennung von FairTrade-Prämien und die Möglichkeit einer Vorfinanzierung berücksichtigt werden. Und schließlich komme dem sozialen Gedanken ein ganz besonderes Augenmerk zu mit der Gründung von demokratisch arbeitenden Zusammenschlüssen in Form von landwirtschaftlichen Genossenschaften.

## Einzigartig

Dass all diesen Aspekten nur dann Rechnung getragen werden kann, wenn gleichzeitig auch genau festgelegte Kontrollmechanismen und ein Zertifizierungssystem nach der Anforderungsnorm ISO 65 spielen, weiß



TransFair-Minka-Präsident Jean-Louis Zeien bei seinem Besuch in der Reiskooperative Khaddar in Nordindien

Jean-Louis Zeien nur allzu gut. „Indem die Produzenten vor Ort unterstützt werden, kann gleichzeitig geprüft werden, ob die Kriterien des fairen Handels auch vollends berücksichtigt werden“, erklärt der Vorsitzende von TransFair. So sei seine Organisation letztlich auf zwei völlig unterschiedlichen Ebenen gefordert. In den Erzeugungsländern fördere sie gezielt die Produktion von fair gehandelten Produkten als Beitrag zu einer nachhaltigen Entwicklung. Und in den Verbraucherstaaten ermutige sie die Konsumenten zu einem entsprechenden Konsumverhalten. Jean-Louis Zeien wörtlich: „Im FairTrade-System haben die Produzenten ein Mitbestimmungsrecht, wobei die Produzentennetzwerke aus Afrika, Lateinamerika und Asien in Aufsichtsrat, Komitees und Ausschüssen vertreten sind. All das macht uns einzigartig.“

Insbesondere bei öffentlichen Ausschreibungen gelte es, dem TransFair-Gedanken gerecht zu werden, mahnt TransFair-Präsident Jean-Louis Zeien. Die öffentliche Hand – Staat, Gemeinden und Verwaltungen – hätten in vielen Bereichen eine Vorbildfunktion und eine besondere Verantwortung. Dies zähle vor allem auch dann, wenn sie auf dem freien Markt Produkte und Dienstleistungen einkauften, begründet der TransFair-Vorsitzende die jetzt schon seit Jahren andauernden Bemühungen seiner Organisation, den FairTrade-Gedanken gerade auch bei öffentlichen Ausschreibungen als verbindliches Kriterium einzubinden.

Dass der Faire Handel bereits seit geraumer Zeit einen hohen Stellenwert und eine breite Zustimmung in der Gesellschaft hat, belegen jüngste Erhebungen. Nicht nur der Verbrauch von fair gehandelten Produkten steigt

von Jahr zu Jahr weiter an, auch die Angebotspalette wird von Jahr zu Jahr größer. So wurden die zunächst vermarkteten Produkte wie die aus Fairem Handel stammenden Kaffeesorten, Fruchtsäfte und Schokoladenriegel längst um Waren wie Baumwollprodukte, Fußbälle, Kosmetikartikel, Polo- und Sweatshirts oder Einkaufstaschen u.v.a.m. ergänzt.

## Günstige Öko-Bilanz

Als „jüngstes Kind“ in der breit gefächerten Angebotspalette der FairTrade-Produkte gelten fair gehandelte Rosen. Die aus Kenia stammende Blume fand insbesondere zum Valentinstag einen reißenden Absatz. Wie Jean-Louis Zeien erklärt, erweise sich diese Pflanze nicht nur als interessante Alternative, um eine wirtschaftliche Besserstellung der Produzenten zu erreichen, sondern zeichne sich zudem durch eine außergewöhnlich hohe ökologische Verträglichkeit aus. Öko-Tests und international anerkannte Studien jedenfalls bescheinigten den aus Kenia eingeführten TransFair-Blumen eine günstigere Öko-Bilanz als den in europäischen Gewächshäusern gezüchteten Pflanzen.

Die Nachfrage jedenfalls sei nach wie vor groß. Entsprechend groß seien denn auch die Erwartungen für 2011. Jean-Louis Zeien: „Wir möchten mindestens so viele Rosen verkaufen wie Luxemburg Einwohner hat“.

## Schulen und Gemeinden

Zu den jüngsten Projekten von TransFair zählen im Übrigen die Anerkennung und Zertifizierung von FairTrade-Schulen und FairTrade-Gemeinden. „Mit dem Label ‚FairTrade Schools‘ werden diejenigen Schulen

ausgezeichnet, die sich über eine bestimmte Zeit für den Fairen Handel und damit für die benachteiligten Produzenten in Afrika, Lateinamerika und Asien einsetzen“, erklärt Jean-Louis Zeien das Konzept. Stellvertretend für alle FairTrade-Schulen möchten wir an dieser Stelle das „Lycée Josy Barthel“ in Mamer erwähnen, das dieser Initiative am vergangenen 26. Mai als sechste FairTrade-Schule beigetreten ist. Seit Jahren schon unterstützt dieses Lyzeum den Fairen Handel durch Sensibilisierungsplakate, FairTrade-Snacks in den Automaten, Aktionen und nun auch durch seine Teilnahme eben am Konzept „FairTrade School“.

Nach dem Motto „Global denken, kommunal handeln“ hat TransFair-Minka zudem ein innovatives Vorhaben für Luxemburger Gemeinden erarbeitet, die „FairTrade Gemeng“ werden wollen. Das Label wird denjenigen Gemeinden verliehen, die spezifische Kriterien im Sinne des Fairen Handels erfüllen und sich somit aktiv und nachhaltig für die benachteiligten Produzenten im Süden einsetzen. Die Gemeinden Differdingen, Mamer, Bettemburg, Hesperingen, Roeser, Sassenheim und Beckerich (Stand 15.09.2011) wurden bereits zertifiziert und weitere Luxemburger Gemeinden sind gerade dabei, eine FairTrade-Gemeinde zu werden.

## Jubiläumsjahr 2012

Dass die TransFair-Minka asbl in all den Jahren seit ihrem Bestehen äußerst wirksam und erfolgreich, ganz im Sinne einer nachhaltigen Entwicklung, gewirkt hat, will heute sicherlich niemand mehr in Frage stellen. Einen Grund, sich nun zufrieden zurückzulehnen, sieht TransFair-Präsident Jean Louis Zeien darin allerdings nicht. „Die breite Zustimmung in der Bevölkerung ist für uns ganz im Gegenteil Ansporn und Auftrag zugleich, auf dem eingeschlagenen Weg fortzufahren“, sagt er. Und dass 2012 ein ganz besonderes Jahr für seine Organisation wird, weiß deren Vorsitzender nur allzu gut, feiert TransFair-Minka doch im kommenden Jahr ihr 20-jähriges Bestehen mit für uns Verbraucher jeder Menge Überraschungen. Wir dürfen also jetzt schon gespannt sein... **s.h.**

*Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass in Luxemburg über 30 Organisationen Mitglied von „TransFair-Minka“ sind. Dabei handelt es sich vorwiegend um solche mit sozialer und humanitärer Ausrichtung. Dazu gehören ebenfalls die national repräsentativen Gewerkschaften, unter ihnen auch die CGFP.*

## FairTrade in Luxemburg

Die ganz nach dem Vorbild ihrer Schwestervereinigungen in aller Welt arbeitende luxemburgische Nicht-Regierungsorganisation TransFair-Minka hat ihre Aktivitäten im Jahre 1992 aufgenommen mit dem Ziel, „benachteiligte Produzentenfamilien in Afrika, Asien und Lateinamerika zu unterstützen und deren Lebens- und Arbeitsbedingungen durch den Fairen Handel zu verbessern.“ TransFair handelt nicht selbst mit Produkten, sondern vergibt vielmehr ein Label für fair gehandelte Waren. Somit zeichnet sie Produkte, die nach streng festgelegten Kriterien gehandelt wurden, mit einem Güte-Siegel aus. Die Palette an Produkten ist weit gefächert und reicht von den bekannten Kaffee- und Schokoladensorten über Tee und Bananen bis hin zu Honig und Fruchtsäften. Hinzu kommen heute eine ganze Reihe Waren aus dem „Non-Food“-Bereich wie beispielsweise Baumwollprodukte.

Generell verfolgt die Organisation ein doppeltes Ziel. Zum einen will sie den Großhandel und den Endverbraucher dazu bringen, Produkte aus fairem Handel zu kaufen. Zum anderen möchte sie aber auch die politischen Entscheidungsträger und Bürger hierzulande dazu anregen, im Sinne einer gerechteren Weltwirtschaftsordnung zu handeln.

Wer Produkte aus dem Fairen Handel bezieht, unterstützt zugleich ein transparentes Handelsgeschehen. Hinter jedem Produkt steht ein zuverlässiges Zertifizierungs- und Kontrollsystem, das ebenfalls ein vernünftiges Preis/Leistungsverhältnis zulässt. Neben den FairTrade-Bestimmungen sind in den Produktionsvorgaben weitgehend auch umweltschonende Kriterien enthalten. So werden, um nur ein Beispiel zu nennen, 100 Prozent der hier im Lande angebotenen TransFair-Bananen nicht nur fair gehandelt, sondern auch noch biologisch angebaut.

## Die Vorteile des Fairen Handels auf einen Blick



Die Vorteile des Fairen Handels lassen sich in wenigen Punkten wie folgt zusammenfassen:

- ➔ Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung: Fairer Handel ist die Ergänzung zur Entwicklungshilfe, da die Armut reduziert und die Arbeitsbedingungen in den betroffenen Ländern verbessert werden.
- ➔ Gutes Image: Fairer Handel hat einen hohen Stellenwert und findet eine breite Zustimmung in der Gesellschaft.
- ➔ Gutes Preis/Leistungsverhältnis: Die Preisunterschiede sind oftmals sehr gering und Umfragen haben ergeben, dass Produkte aus Fairem Handel „einfach besser schmecken“.
- ➔ Attraktive, stabile und transparente Marktverhältnisse: Der Markt für Fairen Handel wächst. Aus Nischenprodukten wird Massenware mit einer transparenten Versorgungskette.



**IMMOBILIER**  
BINGEN & ASSOCIÉS

**ESTIMATION (nonverbindlich)**  
**a VENTE vun Ärem Haus,**  
**Appartement oder Terrain**

7 rue du Marché  
L-9260 Diekirch  
T 26 81 13 99  
dan.watgen@b-immobilier.lu  
-  
44 rue de Vianden  
L-2680 Luxembourg  
T 26 44 13 88  
marc.rauchs@b-immobilier.lu

**www.b-immobilier.lu**

## Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement  
à chaque niveau

Partout au Luxembourg !  
Esthétique et discret !  
Fabrication Thyssen !

Information :  
ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.  
Z.A. Weiergewan  
22, rue Edmond Reuter  
L-5326 Contern

Tél. : 40 08 96  
Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs



## Votre assurance professionnelle

Viandes fraîches  
Gibier - Volaille  
Charcuteries  
Salaisons



# AWIETOR

## VIANDES EN GROS

*www.wietor.lu*

19A, rue de Haller  
L-6312 Beaufort  
Tél : 83 64 85-1  
Fax : 86 90 87  
e-mail : wietor@internet.lu




LUXEMBOURG  
15  
CEE


L  
15  
CEE

MADE IN  
LUXEMBOURG

## Réussissons ensemble



Pour plus d'informations sur nos services bancaires,  
n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



**BGL  
BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change **bgl.lu**



Das neue Dienstleistungsangebot von CGFP-Services

# Wartezeitenerlass – exklusiv für CGFP-Mitglieder

## Schnell sein, lohnt sich

Für alle CGFP-Mitglieder besteht die Möglichkeit, im Rahmen der Kooperation mit der DKV Luxembourg zu besonders günstigen Konditionen eine Gesundheitsvorsorge zu treffen. Darüber informierten wir bereits in den letzten Ausgaben der „fonction publique“.

### Sonderkonditionen für CGFP-Mitglieder

Die DKV Luxembourg macht allen CGFP-Mitgliedern zusätzlich befristet bis zum 31. Dezember 2011 ein besonderes Angebot:

Jedes CGFP-Mitglied, das sich bis zum Jahresende für eine Absicherung seiner Krankheitskosten bei der DKV Luxembourg entscheidet, kommt nach Annahme des Versicherungsvertrages in den sofortigen Genuss des Versicherungsschutzes.

Die gemäß der Allgemeinen Geschäftsbedingungen üblicherweise vorgesehenen allgemeinen Wartezeiten von drei Monaten entfallen.

Für Sie heißt das, sofortiger Versicherungsschutz nach Vertragsabschluss für alle ambulanten und stationären Leistungen des gewählten Tarifes (mit Ausnahme der Leistungen für Schwangerschaft, Zahnersatz und Psychotherapie).

Wählen Sie eine Gesundheitsvorsorge, die die immer größer werdende Versorgungslücke zu den stetig sinkenden Leistungen der gesetzlichen

Krankenkasse schließt und profitieren Sie im Gegenzug von der besten medizinischen Versorgung, die auf dem neuesten Stand der Forschung und Entwicklung basiert. Seit 1981 ist die DKV Luxembourg leistungsstarker und zuverlässiger Partner ihrer Versicherten in Luxemburg und ermöglicht lebenslange Absicherungen.

### DKV bei den CGFP-Fachverbänden

Die DKV Luxembourg wendet sich in den nächsten Wochen an die einzelnen CGFP-Fachverbände, um umfassende Informationen rund um ihre Produkte zu geben sowie ihre Leistungen zu präsentieren.

Gern können die Verantwortlichen der einzelnen CGFP-Mitgliedsorganisationen bereits vorab Kontakt mit Bernd Woletz oder Silvia Bergmann aufnehmen, um einen Termin zu vereinbaren.

### Hotline für CGFP-Mitglieder

Extra für die CGFP-Mitglieder wurde von der DKV Luxembourg eine Hotline und eine eigene E-Mail-Adresse eingerichtet, die eine sofortige Bearbeitung Ihrer Anfrage garantiert. Nehmen Sie bei Interesse Kontakt auf:

Telefon: 42 64 64-755  
oder  
E-Mail: [cgfp@dkv.lu](mailto:cgfp@dkv.lu)

Bitte ausfüllen und einsenden an:

### CGFP - Services

B.P. 210 – L-2012 Luxembourg

(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

Ich bin CGFP-Mitglied und bitte um unverbindliche Informationen zur CGFP-Partnerschaft mit DKV Luxembourg S.A.

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Bitte ausfüllen und einsenden an:

### CGFP - Services

B.P. 210 – L-2012 Luxembourg

(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

Ich bin bereits DKV-Kunde und bitte, meinen bestehenden Vertrag in die dank der Kooperation mit CGFP-Services günstigere Fassung umzustellen.

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

(Versicherungsnummer)





# Meine Nr. 1

Meine auch



## Kommen auch Sie zur Nummer 1

SEIT 30 JAHREN AM STANDORT LUXEMBURG SIND WIR HEUTE DIE ERFOLGREICHSTE PRIVATE KRANKENVERSICHERUNG. MIT UNSEREN PRODUKTEN BIETEN WIR EINEN OPTIMALEN VERSICHERUNGSSCHUTZ. UNSERE KUNDEN SCHÄTZEN UNSEREN GUTEN SERVICE. VERTRAUEN AUCH SIE ZUKÜNFTIG AUF UNS!

TELEFON 42 64 64-755 – E-MAIL [CGFP@DKV.LU](mailto:cgfp@dkv.lu) – [WWW.DKV.LU](http://WWW.DKV.LU)

DKV – Voilà, de richtige Choix!

a member of 





# Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

**Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.**

**i** BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg  
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, [www.bhw.lu](http://www.bhw.lu)

